مركز القانون العربي والإسلامي
Centre de droit arabe et musulman
Zentrum für arabisches und islamisches Recht
Centro di diritto arabo e musulmano
Centre of Arab and Islamic Law

MARIAGES MIXTES
AVEC DES MUSULMANS
Cas de la Suisse
(avec modèle de contrat en six langues)

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh

Ce livre peut être acquis auprès de
www.amazon.com
2^e édition, 2012

Le Centre de droit arabe et musulman

Fondé en mai 2009, le Centre de droit arabe et musulman offre des consultations juridiques, des conférences, des traductions, des recherches et des cours concernant le droit arabe et musulman, et les relations entre les musulmans et l'Occident. D'autre part, il permet de télécharger gratuitement du site www.sami-aldeeb.com un bon nombre d'écrits.

L'auteur

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh: Chrétien d'origine palestinienne. Citoyen suisse. Docteur en droit. Habilité à diriger des recherches (HDR). Professeur des universités (CNU-France). Responsable du droit arabe et musulman à l'Institut suisse de droit comparé (1980-2009). Professeur invité dans différentes universités en France, en Italie et en Suisse. Directeur du Centre de droit arabe et musulman. Auteur de nombreux ouvrages dont une traduction française, italienne et anglaise du Coran.

Éditions

Centre de droit arabe et musulman
Ochettaz 17
Ch-1025 St-Sulpice
Tél. fixe: 0041 [0]21 6916585
Tél. portable: 0041 [0]78 9246196
Site: www.sami-aldeeb.com
Email: sami.aldeeb@yahoo.fr
© Tous droits réservés

Table des matières

Introduction	5
Chapitre 1. Contrat de mariage: mettez votre accord par écrit!	7
Chapitre 2. Importance de la religion dans les pays musulmans	8
1) Distinction sur la base de l'appartenance religieuse	8
2) Liberté religieuse	9
A) Liberté de devenir musulman	10
B) Interdiction de quitter l'islam	11
3) Restrictions religieuses au mariage	12
A) Mariage du musulman avec une non-musulmane	13
B) Mariage d'un non-musulman avec une musulmane	14
C) Mariage temporaire ou de jouissance	15
Chapitre 3. Relations entre hommes et femmes	16
1) Autorité de l'homme sur la femme	16
2) Contacts entre hommes et femmes; normes vestimentaires	16
3) Travail de la femme	17
Chapitre 4. Célébration du mariage	18
1) Mariage célébré en Suisse	18
2) Mariage célébré dans un pays musulman	19
3) Polygamie	19
Chapitre 5. Régime matrimonial et rapports économiques	20
Chapitre 6. Dissolution du mariage	21
1) Dissolution du mariage dans un pays musulman	21
A) Répudiation	21
B) Répudiation moyennant compensation ou rachat	22
C) Divorce	23
2) Dissolution du mariage en Suisse	23
Chapitre 7. Rapports entre parents et enfants	24
1) Informez-vous avant le mariage!	24
2) Rapports sexuels et enfants nés hors mariage	24
3) Prénom de l'enfant	25
4) Religion de l'enfant	26
5) Marques religieuses: baptême, circoncision, excision	27
6) Nombre d'enfants, contraception et adoption	28
7) Garde des enfants en cas de dissolution du mariage	28
Chapitre 8. Succession	29
1) Succession en cas d'apostasie	29
2) Succession en cas de décès	30
Chapitre 9. Décès et funérailles	30
Conclusion	32
Modèle de contrat de mariage	33
Muster-Ehevertrag	36
Modello di contratto matrimoniale	39

Model marriage contract	42
Modelo de Contrato de casamiento	45
نمودج عقد زواج	48
Adresses d'organismes de consultation	53
Bibliographie succincte	57

Introduction

Le mariage est un contrat particulier conclu entre deux personnes consentantes et décidées à faire chemin commun, en principe pour toute la vie. Il n'est toutefois pas seulement un contrat de droit privé. La déclaration des époux devant l'officier de l'état civil fait également naître en vertu de la loi une institution juridique obéissant à des règles propres et échappant largement à la libre disposition des époux.

Tout mariage comporte son lot de problèmes, quelles que soient la nationalité ou la religion des partenaires. Pour éviter autant que possible les difficultés, il est indispensable que les futurs conjoints soient bien informés avant le mariage afin qu'ils:

- sachent clairement quels sont leurs droits et leurs devoirs respectifs;
- et acceptent librement de les assumer en connaissance de cause et de bonne foi.

Le devoir de s'informer en vue d'une acceptation libre de l'autre est essentiel pour chaque couple, mais il est plus difficile de le réaliser lorsque les deux futurs conjoints appartiennent à deux cultures différentes. De ce fait, il importe qu'ils prennent tout le temps nécessaire pour réfléchir individuellement, à deux et avec une personne de confiance, afin de parvenir à une entente commune avant le mariage.

Certes, un séjour du conjoint suisse dans le pays de l'autre avant le mariage peut être utile, voire recommandé. Mais les problèmes juridiques et les coutumes locales ne sont pas toujours faciles à percevoir, surtout lorsqu'on ne connaît ni la langue ni les lois et que, de plus, on est amoureux. Le but de ce texte est donc d'attirer l'attention des futurs conjoints sur certaines normes juridiques et coutumes sociales qui peuvent se trouver chez les musulmans et qui diffèrent de celles connues en Suisse.

Cette brochure se veut simple, à la portée de tous. Elle ne prétend pas couvrir les problèmes de l'ensemble des pays musulmans. Elle souhaite seulement signaler les problèmes les plus fréquents qui se posent dans beaucoup de ces pays. Les intéressés peuvent s'adresser au Centre de droit arabe et musulman (www.sami-aldeeb.com) pour plus amples renseignements au sujet du pays du partenaire musulman. À la fin de la brochure se trouve un modèle de contrat matrimonial en six langues: italien, français, anglaise, allemand, espagnol et arabe.

Chapitre 1.

Contrat de mariage: mettez votre accord par écrit!

Lorsqu'une Suissesse et un Suisse se marient, ils savent qu'ils seront soumis en cas de litige à des normes communes fixées par le Code civil. Dans certains domaines, notamment en ce qui concerne les rapports financiers (le régime matrimonial), le législateur suisse leur laisse cependant la possibilité de choisir entre différentes options et exige, pour ce faire, l'établissement d'un document écrit devant notaire appelé "contrat de mariage". A défaut d'un tel écrit, le couple est supposé avoir choisi le régime dit "légal" de la participation aux acquêts (article 181 du Code civil suisse), fixé par le législateur. Les deux conjoints ne se sentent donc pas obligés de tout régler puisque le législateur l'a fait pour eux.

La situation est différente lorsque les conjoints appartiennent à deux cultures et sont soumis à deux lois qui peuvent se contredire. Certes, le législateur suisse a établi des normes, dans la loi fédérale sur le droit international privé du 18 décembre 1987, pour régler ces conflits et déterminer la loi applicable. Mais il n'est pas seul maître à bord puisque le législateur du pays du conjoint étranger, lui aussi, peut avoir son mot à dire, et de façon parfois diamétralement opposée. En plus, le législateur suisse ne peut pas tout prévoir pour toutes les cultures et tous les cas qui se présentent.

Pour ces raisons, et pour prévenir les contestations ultérieures, il est recommandé aux personnes voulant contracter un mariage biculturel de fixer leur accord par écrit. Pour faciliter leur travail, nous avons prévu un modèle de contrat en cinq langues à la fin de ce texte. Pour en souligner l'importance, un tel contrat devrait être signé devant notaire, et si possible avant le mariage. Mais on peut aussi le signer après le mariage si on ne l'a pas fait avant.

Signalons à cet égard que les pays musulmans prescrivent que le mariage soit fixé dans un acte écrit, voire enregistré devant une autorité officielle¹. Cet acte mentionne les droits respectifs des deux conjoints². En effet, le Coran recommande vivement de transcrire les engagements.

O vous qui croyez! Écrivez la dette que vous contractez... N'hésitez pas à écrire cette dette, petite ou grande, en fixant son échéance. Voilà ce qui est plus juste devant Dieu, ce qui donne plus de valeur au témoignage et ce qui est le plus apte à vous ôter toute espèce de doute (2:282)³.

¹ En Égypte, même le mariage coutumier, généralement non enregistré devant une autorité officielle, est souvent fixé par un notaire ou un avocat.

² En Égypte, le notaire qui célèbre le mariage remplit un formulaire officiel. Les conjoints qui souhaitent introduire de nouvelles clauses au formulaire doivent le faire dans un document séparé (Muhammad Azmi Al-Bakri: *Mawsu'at al-fiqh wal-qada' fil-ahwal al-shakhsiyyah*, Le Caire, 1994, vol. 1, pp. 70-71).

³ Cette citation et les citations ultérieures tirées du Coran sont reprises de la traduction de Denise Masson: *Essai d'interprétation du Coran inimitable*, revue par Sobhi El-Saleh, Beyrouth et Le

Il est donc préférable de ne pas se contenter d'un accord oral. Les Romains disaient: "*Verba volant, scripta manent*" (Les paroles s'envolent, les écrits demeurent).

Le partenaire non-musulman doit toutefois être conscient du fait que le contrat que nous proposons a peu de chance d'être reconnu si les deux conjoints retournent dans le pays de l'époux musulman, notamment en ce qui concerne les clauses relatives à l'attribution des enfants et à leur religion. Il a cependant pour mérite de sensibiliser les deux conjoints.

Au cas où les époux décident de procéder à une cérémonie religieuse musulmane en Suisse après le mariage civil ou de conclure un mariage religieux ou consulaire à l'étranger, il est indispensable de mentionner expressément dans le document établi à la suite de la cérémonie ou du mariage:

- que le contrat de mariage signé devant notaire par les deux conjoints en fait partie intégrante;
- qu'en cas de contradiction entre les deux, ce contrat doit l'emporter sur le document établi par l'autorité religieuse ou consulaire.

Chapitre 2.

Importance de la religion dans les pays musulmans

1) Distinction sur la base de l'appartenance religieuse

Les citoyens et citoyennes suisses sont divisés dans de nombreuses communautés religieuses: catholiques, protestants, mormons, juifs, musulmans, bahaïs, etc. Mais tous sont soumis à un seul code de famille et, en cas de litige, ils sont justiciables des mêmes tribunaux. La situation est différente dans les pays musulmans.

Ces pays distinguent les gens sur la base de la religion. Les normes du droit de la famille diffèrent selon la religion des personnes concernées. Que le musulman soit croyant ou non, pratiquant ou non, il est avant tout considéré comme musulman et se voit appliquer un régime juridique correspondant.

Dans certains pays (comme la Jordanie, la Syrie, le Liban et l'Irak), chaque communauté religieuse a son propre droit de famille et ses propres tribunaux religieux qui tranchent les litiges entre leurs adeptes.

D'autres pays (comme l'Égypte) ont supprimé les tribunaux religieux et ont transféré leurs attributions à des tribunaux étatiques compétents pour tous, mais ils ont maintenu les lois des différentes communautés.

D'autres pays encore (comme l'Algérie et la Tunisie) ont supprimé les tribunaux religieux et ont unifié les lois tout en maintenant des normes spéciales applicables aux non-musulmans.

Caire, 1980. Cette traduction est agréée par l'Azhar (Le Caire), le centre islamique le plus important au monde.

Mais tous ces pays ont en commun qu'ils connaissent des normes discriminatoires en matière de droit de la famille à l'égard des non-musulmans et à l'égard des femmes comme on le verra dans les points suivants.

Certes, il existe des différences entre les pays musulmans. Certains pays musulmans ont des lois plus libérales ou progressistes que d'autres. Ainsi la polygamie et la répudiation sont interdites en Tunisie et en Turquie. Mais si un Tunisien ou un Turc se rend par exemple en Égypte, il se verra appliquer la loi musulmane telle qu'adoptée en Égypte. Malgré l'interdiction de sa loi nationale, il pourra ainsi contracter un mariage polygame et répudier sa femme au même titre qu'un musulman égyptien. Il en est de même du Suisse qui se convertirait à l'islam et se rendrait en Égypte. L'appartenance religieuse d'une personne passe avant son appartenance nationale.

Il faut ajouter ici que si le fait de résider en Suisse peut parfois jouer un rôle rassurant pour le partenaire suisse, il ne met pas pour autant le couple totalement à l'abri des confrontations entre les normes et coutumes suisses et celles musulmanes. Il faut prendre en considération le fait que le conjoint musulman peut être tenté de vivre comme "chez lui" dans sa maison en Suisse, sur le modèle de ses parents et selon ses lois et coutumes religieuses. En plus, il est difficile d'imposer à un étranger un exil ininterrompu en Suisse. Un retour même pour une courte période n'est pas à exclure, ne fût-ce que pour les vacances. Une fois dans son pays, le musulman échappe à la loi suisse et tombe sous l'influence de sa loi nationale et de ses coutumes.

Il existe bien entendu différentes manières de pratiquer l'islam. Certains musulmans sont libéraux et tolérants, et d'autres plus orthodoxes. Une personne peut toutefois d'un jour à l'autre changer d'attitude, dans un sens ou dans l'autre, notamment avec la montée actuelle de l'intégrisme religieux. Or, quels que soient les penchants religieux du musulman, lorsque les rapports entre la femme et le mari deviennent conflictuels, chaque conjoint a tendance à s'appuyer sur le droit qui lui est favorable. Mieux vaut donc être au courant de la disparité entre les normes et coutumes suisses et celles des musulmans et en tenir compte en prévision d'éventuels conflits. Un proverbe arabe dit: "Un sou de précaution vaut mieux qu'une tonne de médicaments"!

2) Liberté religieuse

En Suisse, on est libre d'adhérer à une religion, de l'abandonner pour une autre religion ou de se déclarer athée. On est libre de donner ou de ne pas donner d'éducation religieuse à ses enfants. Ces derniers, à partir de 16 ans, peuvent choisir la religion qui leur convient. Cette liberté est garantie par la Constitution fédérale (article 15) et par le Code civil (article 303).

Les musulmans affirment que leur religion reconnaît également la liberté religieuse en invoquant notamment trois passages du Coran:

Si ton Seigneur l'avait voulu, tous les habitants de la terre auraient cru. Est-ce à toi de contraindre les hommes à être croyants, alors qu'il n'appartient à per-

sonne de croire sans la permission de Dieu. Il fait sentir le poids de sa colère à ceux qui ne comprennent pas (10:99-100)

La vérité émane de votre Seigneur. Que celui qui le veut croie donc et que celui qui le veut soit incrédule. Oui, nous avons préparé pour les injustes un feu dont les flammes les entoureront. S'ils demandent de l'eau, on fera tomber sur eux un liquide de métal fondu qui brûlera les visages (18:29).

Pas de contrainte en religion! La voie droite se distingue de l'erreur. Celui qui ne croit pas aux Taghout, et qui croit en Dieu, a saisi l'anse la plus solide et sans fêlure. Dieu est celui qui entend et qui sait tout. Dieu est le Maître des croyants: il les fait sortir des ténèbres vers la lumière. Les incrédules ont pour patrons les Taghout: ceux-ci les font sortir de la lumière vers les ténèbres: ils seront les hôtes du feu où ils demeureront immortels (2:256-257).

Nous reproduisons ici les passages entiers du Coran, dont les musulmans ne citent souvent que la partie en italique, passant sous silence toute mention au châtement pour les non-croyants.

Pour comprendre la conception musulmane de la liberté religieuse, il faut savoir que le droit musulman classique et le droit actuel des pays musulmans font une nette distinction entre l'entrée dans l'islam et l'abandon de l'islam.

A) Liberté de devenir musulman

Si vous êtes chrétien, juif ou adepte d'une autre religion, vous pouvez librement devenir musulman. Vous êtes même encouragé à le faire. En tant que musulman, vous pouvez répudier votre femme et en épouser quatre autres. C'est la raison pour laquelle chaque année de nombreux chrétiens égyptiens deviennent musulmans.

Pour devenir musulman, il vous suffit de prononcer la formule suivante: "Je témoigne qu'il n'y a pas d'autre divinité qu'Allah et que Mahomet est le messager d'Allah". Si vous êtes un homme, vous devrez normalement aussi vous faire circoncire, sauf en cas de maladie. Mahomet dit: "Celui qui devient musulman qu'il se circoncise même s'il est âgé"⁴. Vous pouvez aussi être amené à adopter un prénom à consonance musulmane ou tout au moins neutre. C'est ainsi que le journaliste suisse Albert Huber se fait appeler Ahmed Huber, le philosophe français Roger Garaudy se fait appeler Raja Garaudy, la star du pop britannique Cat Stevens se fait appeler Yusuf Islam et le boxeur américain Cassius Clay se fait appeler Muhammad Ali⁵.

⁴ Récit cité par Abd-al-Salam Abd-al-Rahim Al-Sukkari: *Khitan al-dhakar wa-khifad al-untha min manzur islami*, Dar al-manar, Héliopolis, 1988, p. 50.

⁵ Le journal officiel saoudien (*Um al-Qura*) publie régulièrement les noms des convertis à l'islam. Les convertis changent systématiquement leurs prénoms. Il en est de même des convertis en Occident; ceux qui le refusent affrontent parfois des pressions sociales de leurs nouveaux coreligionnaires (témoignage écrit d'un converti à l'islam à Genève). Internet contient des récits de convertis à l'islam qui ont changé de nom (voir p. ex. <http://www.usc.edu/dept/MSA/newmuslims/>).

B) Interdiction de quitter l'islam

La facilité avec laquelle vous pouvez devenir musulman contraste avec l'interdiction très stricte de quitter l'islam. En effet, les versets coraniques cités plus haut d'apparence favorable à la liberté religieuse n'ont pas empêché les légistes musulmans classiques de prévoir la peine de mort pour celui qui quitte leur religion, appelé apostat. S'il s'agit d'une femme, certains prévoient la prison à vie jusqu'à ce qu'elle meure ou revienne à l'islam. Les auteurs musulmans actuels essaient de justifier ce châtement contre les apostats en se basant sur certains versets coraniques (notamment le verset 9:74) et sur la parole de Mahomet: "Celui qui change de religion, tuez-le"⁶.

Cette interdiction de quitter l'islam est à la base des controverses qui ont eu lieu lors des discussions de la Déclaration universelle des droits de l'homme dont l'article 18 dit:

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion: ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

La disposition qui parle de liberté de changer de religion a provoqué une réaction très forte des pays musulmans, notamment de la part du représentant de l'Arabie saoudite, soutenu par les représentants de l'Irak et de la Syrie⁷. Le même problème s'est posé lors de la discussion de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction⁸.

S'inspirant du droit musulman classique, le droit actuel des pays musulmans continue à affirmer l'interdiction de quitter l'islam. Deux codes pénaux arabes (de la Mauritanie et du Soudan) prévoient expressément la peine de mort contre les apostats. Mais malgré l'absence d'une telle norme dans les lois des autres pays musulmans, elle est mentionnée dans les ouvrages utilisés dans les cours de toutes les universités arabes. Au Maroc, en Tunisie, en Algérie ou en Égypte (pour ne citer que ces pays), la loi ne prévoit aucune sanction pénale contre l'apostat. Celui-ci

⁶ De nombreux ouvrages arabes modernes traitent de l'apostasie. Le lecteur trouvera l'essentiel du débat dans le mémorandum du projet de code pénal musulman présenté au parlement égyptien en 1982 (Lagnat taqin ahkam al-shari'ah al-islamiyyah, iqtirah bi-mashru' qanun al-'uqubat, 1er juillet 1982, pp. 177-188). Ce projet prévoit la peine de mort contre l'apostat (article 178).

⁷ AG, 3ème Commission, vol. 2, 127ème séance, pp. 402-403.

⁸ Le représentant de l'Iran a averti que les musulmans ne sont pas autorisés à choisir une autre religion que l'islam. Au cas où ils le feraient, ils sont passibles de la peine de mort (AG, 3ème Commission, 26 oct. 1981, A/C.3/36/SR.29, p. 5). Le représentant de l'Irak, parlant au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, a déclaré que les pays membres de cette Organisation "expriment... des réserves à l'égard de toute disposition ou terme qui contreviendrait au droit islamique ou à toute législation ou loi fondée sur ce droit" (AG, 3ème Commission, 9 oct. 1981, A/C.3/36/SR. 43, p. 10). Le représentant de la Syrie (AG, 3ème Commission, 9 oct. 1981, A/C.3/36/SR. 43, p. 12) et de l'Égypte se sont associés à cette réserve (AG, 3ème Commission, 9 nov. 1981, A/C.3/36/SR.43, p. 9).

n'en subit pas moins, dans ces pays comme dans tous les autres pays musulmans, des discriminations gravissimes:

- En matière de droit de famille, l'apostat, qu'il soit homme ou femme, est interdit de mariage, et s'il est déjà marié, il est séparé de son conjoint et de ses enfants.
- En matière de succession, l'apostat est considéré comme mort, et sa succession est ouverte. Il ne peut hériter d'autrui.
- L'apostat perd son emploi et il peut lui arriver d'être jeté en prison, sans base légale formelle.
- L'apostat vit continuellement en danger de mort (même s'il va à l'étranger). N'importe qui peut le tuer sans courir trop de risques sur le plan du droit pénal. Souvent c'est un membre de sa propre famille qui l'élimine.

Vu ce qui précède, il est important que le couple s'entende d'avance sur la liberté religieuse et qu'il n'y ait pas de contrainte sur une partie pour la faire changer de religion.

La femme non-musulmane qui épouse un musulman peut garder sa religion (voir le point suivant). Elle doit cependant le faire savoir clairement et le mentionner expressément dans le contrat de mariage. Il faut aussi qu'elle se renseigne sur la situation concrète dans le pays du mari au cas où elle devrait s'y rendre. En effet, dans un pays comme l'Arabie saoudite, il est strictement interdit aux non-musulmans de pratiquer leur religion; aucun lieu de culte non-musulman n'est admis dans ce pays.

3) Restrictions religieuses au mariage

Selon l'article 54 chiffre 2 de l'ancienne Constitution suisse: "Aucun empêchement au mariage ne peut être fondé sur des motifs confessionnels". Et même si l'article 14 de la nouvelle Constitution se limite à dire: "Le droit au mariage et à la famille est garanti", l'idée de base reste la même. Par conséquent, un homme peut épouser une femme quelles que soient leurs religions respectives.

Ce principe est confirmé par l'article 16 chiffre 1 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme qui dispose:

A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille.

Cet article a fait l'objet d'une mise au point de la part du représentant de l'Égypte à l'Assemblée générale de l'ONU. Celui-ci dit:

En Égypte, comme dans presque tous les pays musulmans, certaines restrictions et limitations existent en ce qui concerne le mariage de femmes musulmanes avec des personnes d'une autre religion. Ces limitations sont de nature religieuse⁹.

⁹ AG, 3ème session, séance plénière 180, p. 912.

En effet, les normes musulmanes en vigueur dans les pays musulmans comportent des restrictions en matière du droit au mariage basées sur l'appartenance religieuse. Ces normes peuvent être résumées comme suit.

A) Mariage du musulman avec une non-musulmane

Un homme musulman peut épouser jusqu'à quatre femmes non-musulmanes, à condition qu'elles appartiennent à une religion monothéiste (christianisme ou judaïsme). En revanche, il ne peut épouser une femme bouddhiste, une bahaïe ou une apostate (femme qui a abandonné l'islam).

La femme monothéiste non-musulmane peut garder sa foi en épousant un musulman, mais les musulmans ne cachent en règle générale pas leur souhait qu'un tel mariage finisse par amener la femme à se convertir à l'islam¹⁰. Même en l'absence de pression, la femme se sentira pratiquement contrainte de devenir musulmane si elle ne veut pas être désavantagée sur le plan successoral et sur le plan de la garde des enfants (voir chapitres 7 et 8 ci-dessous).

Le mariage avec une non-musulmane, bien que permis, reste blâmable, notamment si la femme est étrangère. Un ouvrage, qui est utilisé pour l'enseignement dans les écoles publiques égyptiennes, met explicitement en garde les jeunes musulmans contre ce genre de mariage. L'auteur de cet ouvrage craint que la femme non-musulmane ne se transforme en espionne pour son propre pays¹¹. Le cheikh Al-Ghazali, auteur égyptien, va jusqu'à dire qu'on ne peut pas qualifier les chrétiens et les juifs d'Europe et d'Amérique de gens du Livre puisque la Bible et l'Évangile ont perdu tout pouvoir sur eux. Selon cet auteur, la religion chez ces derniers se limite à un congé dominical, une fête de Noël, une colère contre l'islam et des insultes contre Mahomet. Jadis, dit-il, le musulman était autorisé à épouser une femme des gens du Livre parce qu'il pouvait tenir sa maison et éduquer ses enfants selon les enseignements de Dieu. Mais aujourd'hui cela ne serait plus possible dans une société où le vin coule à flot et le sexe est sans frein¹².

Signalons ici deux autres normes islamiques que l'on retrouve pratiquement dans les lois de tous les pays musulmans:

- Si une femme chrétienne mariée à un chrétien devient musulmane, son mariage est dissous du fait que la femme musulmane ne peut être mariée à un non-musulman. Les enfants sont attribués alors à la mère. Le mari qui veut garder sa femme et ses enfants doit devenir musulman à son tour.

¹⁰ Voir sur ce point Muhammad Abu-Zahrah: *Al-ahwal al-shakhsiyyah, qism al-zawag*, 2^e édition, Le Caire, 1950, pp. 113-114; Badran Abu-al-Aynayn Badran: *Al-ilaqat al-igtima'iyyah bayn al-muslimin wa-ghayr al-muslimin*, Beyrouth, 1980, pp. 66-77.

¹¹ Muhammad Ahmad Farag Al-Sanhouri: *Al-usrah fil-tashri' al-islami, Wazarat al-tarbiyah wal-ta'lim*, Le Caire, 1987, pp. 29-34 (ouvrage enseigné à la onzième année scolaire).

¹² Muhammad Al-Ghazali: *Qadaya al-mar'ah bayn al-taqalid al-rakidah wal-wafidah*, 4^eème édition, Le Caire & Beyrouth, 1992, pp. 203-204. Voir aussi Muhammad Ibn Abd-al-Karim Al-Gaza'iri: *Zawag al-muslim bi-ghayr al-muslimah wa zawag al-muslimah bi-ghayr al-muslim fi mizan al-islam*, 2^eème édition, Le Caire, 1993, pp. 31-32.

- Si une femme chrétienne mariée à un musulman se convertit à l'islam, elle n'a pas le droit de revenir en arrière. Si elle le fait, elle est considérée comme apostate; son mariage est dissous et ses enfants lui sont enlevés.

B) Mariage d'un non-musulman avec une musulmane

Selon les normes islamiques en vigueur dans les pays musulmans, un homme non-musulman ne peut en aucune manière épouser une femme musulmane. Le non-musulman qui veut épouser une femme musulmane doit obligatoirement se convertir à l'islam, avant le mariage. Un des cas fameux est la conversion du philosophe français Roger Garaudy qui, après avoir été catholique puis athée, est maintenant musulman, marié à une musulmane.

L'interdiction faite à la femme musulmane d'épouser un homme non-musulman se base sur deux versets coraniques (2:221 et 60:10) ainsi que sur un passage tronqué du Coran: "Dieu ne permettra pas aux incrédules de l'emporter sur les croyants" (4:141). Mahomet aurait dit dans le même sens: "L'islam domine et ne saurait être dominé"¹³. Les lois des pays musulmans prévoient cette interdiction. Ainsi l'article 122 du code officieux de Qadri appliqué en Égypte déclare: "La femme musulmane ne s'unit qu'à un musulman; elle ne peut se marier ni avec un idolâtre, ni avec un chrétien, ni avec un juif; l'acte qu'elle contracterait avec l'un d'eux serait frappé de nullité radicale".

Badran, professeur de droit à l'Université d'Alexandrie et à l'Université arabe de Beyrouth, préconise la peine de mort contre le non-musulman qui épouse une musulmane. Car c'est le moyen le plus efficace "pour que le mécréant (*kafir*) n'en ait même pas l'idée à l'esprit, et partant qu'il n'ose pas faire cet acte qui attente à l'honneur de l'islam et des musulmans"¹⁴.

L'interdiction de mariage entre une femme musulmane et un non-musulman s'étend au cas où le mari musulman abandonne sa religion. Si un chrétien se convertit à l'islam pour épouser une femme musulmane, et que par la suite il revient à sa religion d'origine, il est considéré comme apostat. Par conséquent, son mariage est dissous de plein droit. Il en est de même lorsque le mari musulman adopte des positions jugées contraires à la religion musulmane¹⁵.

Certes, ces normes islamiques ne sont pas admises en Suisse. Ainsi une musulmane peut toujours épouser un non-musulman en Suisse. Dans certaines communautés traditionnelles, elle risquerait cependant d'être kidnappée, voire tuée par ses

¹³ On trouve ces arguments dans la décision du tribunal de première instance d'Alexandrie du 21.4.1957 (Salih Hanafi: Al-marga' fi qada' al-ahwal al-shakhsiyyah lil-masriyyin, Mu'assassat al-matbu'at al-hadithah, Alexandrie, [1958?], vol. 2, pp. 89-90).

¹⁴ Badran: Al-'ilaqat al-igtima'iyyah, op. cit., p. 88.

¹⁵ Les tribunaux égyptiens, sur plainte de milieux islamistes, ont décidé de séparer une femme musulmane de son mari musulman, tous deux professeurs à l'Université du Caire, malgré eux, parce que le professeur avait écrit des ouvrages jugés hérétiques. Cette affaire a abouti à la Cour de Cassation, laquelle a donné raison aux islamistes dans sa décision du 5 août 1996 (Arrêt publié par Al-Mugtama' al-madani, Le Caire, septembre 1996). Le couple en question a quitté l'Égypte pour s'exiler en Hollande de peur d'être tué par les islamistes.

parents et ses coreligionnaires. Elle ne peut en aucune manière revenir dans son pays, et si elle le fait en compagnie de son mari, elle pourrait être séparée de lui immédiatement et tous les deux risqueraient leur vie.

Nous l'avons dit plus haut, le non-musulman qui veut épouser une femme musulmane doit obligatoirement se convertir à l'islam. Certains sont tentés de le faire pour la forme, sans trop se rendre compte des conséquences juridiques de leur acte. En effet, ils ne peuvent revenir en arrière puisqu'il est interdit à un musulman de quitter sa religion. Et s'ils le font, ils en subissent les conséquences décrites plus haut. La société musulmane n'admet pas le droit à l'erreur en cette matière.

Certains peuvent se demander quel est le sens d'une conversion à l'islam que les autorités savent formelle. En fait, si un non-musulman se convertit à l'islam, même si ce n'est que formellement, ses enfants, eux, seront obligatoirement des musulmans en vertu de la loi et oublieront les motivations pour lesquelles leur père s'était converti; ils n'ont le droit de changer de religion à aucun moment de leur vie.

C) Mariage temporaire ou de jouissance

Le droit musulman chi'ite connaît une forme de mariage dit *zawag al-mut'ah*, littérairement "mariage de jouissance", souvent traduit par "mariage temporaire". Ce genre de mariage est expressément prévu dans le code civil iranien¹⁶. Selon ce code, le mari pourrait, en plus des quatre épouses régulières, prendre d'autres femmes en mariage temporaire qui peut durer aussi bien une seule heure que plusieurs années.

Le mariage temporaire est interdit en droit musulman sunnite. Mais des autorités religieuses musulmanes sunnites autorisent leurs coreligionnaires qui se trouvent en Occident pour des études ou pour une mission d'épouser des femmes non-musulmanes monothéistes avec l'intention intime de s'en séparer une fois leur séjour à l'étranger terminé. Un tel mariage permet d'éviter qu'ils aient des rapports sexuels hors mariage que le droit musulman interdit¹⁷.

¹⁶ Articles 1075 et 1077 du Code civil iranien. Sur ces mariages temporaires, voir Shahla Haeri: *Law of desire, temporary marriage in Iran*, Londres, 1989.

¹⁷ Ceci figure dans une fatwa d'Ibn-Baz, président de la Commission permanente de fatwa de l'Arabie saoudite (*Magallat al-buhuth al-islamiyyah*, no 25, 1989, p. 89). Ce problème a soulevé un grand débat entre les musulmans des États-Unis à la suite d'une fatwa en faveur du mariage avec l'intention de répudier après la fin du séjour à l'étranger. Le Centre islamique à Washington a alors soumis la question à l'Académie de droit musulman de l'Organisation de la Conférence islamique (qui comprend tous les pays musulmans). Mais l'Académie a refusé de trancher en raison des divergences entre ses membres, certains étant en faveur de ce mariage, et d'autres le considérant comme une "tromperie" (le débat au sein de cette Académie est rapporté dans sa revue *Magallat magma' al-fiqh al-islami*, no 3, partie 2, 1987, pp. 1107, 1141, 1170, 1232-1233 et 1374-1376).

Chapitre 3.

Relations entre hommes et femmes

1) Autorité de l'homme sur la femme

En Occident, la femme lutte pour obtenir les mêmes droits que l'homme. Cette lutte a des échos aussi dans la société musulmane. Dans certains pays musulmans, la femme a obtenu le droit de vote avant la Suisse. Dans d'autres pays, comme le Kuwait, elle continue à en être privée, au nom des normes religieuses islamiques. Sur d'autres plans aussi, les droits de la femme se heurtent à ces normes religieuses.

En effet, le Coran a institué l'autorité de l'homme sur la femme: "Les femmes ont des droits équivalents à leurs obligations, et conformément à l'usage. Les hommes ont cependant une prééminence sur elles" (2:228). Et ailleurs: "Les hommes ont autorité sur les femmes, en vertu de la préférence que Dieu leur a accordée sur elles, et à cause des dépenses qu'ils font pour assurer leur entretien" (4:34).

Fille, la femme est sous l'autorité du père: il peut s'opposer à son mariage ou la marier sans son consentement; elle ne peut contracter mariage sans le consentement du père ou du tuteur mâle. Mariée, elle est sous l'autorité de son époux qui peut l'empêcher de sortir de la maison ou de travailler et l'obliger à porter le voile. Si elle désobéit, le mari peut la châtier selon le Coran: "Admonestez celles dont vous craignez l'infidélité (*nushuz*); reléguez-les dans des chambres à part et frappez-les. Mais ne leur cherchez plus querelle si elles vous obéissent" (4:34-35).

La femme suisse qui épouse un musulman risque de perdre des droits. Le contrat de mariage peut précisément servir à limiter ces pertes.

La femme suisse doit notamment éviter de rompre les liens avec son pays ou avec sa famille. Elle devrait garder à tout prix la nationalité suisse. Ces mesures peuvent lui être utiles face à la domination de l'homme. La femme doit aussi veiller à faire inscrire les enfants sur son passeport.

2) Contacts entre hommes et femmes; normes vestimentaires

A partir du Coran et des récits de Mahomet, les légistes ont conclu que certaines parties du corps humain sont '*awrah*¹⁸ (littéralement: borgnes, défectueuses, répugnantes) ou *saw'ah*¹⁹ (littéralement: mauvaises, laides). Il est interdit de les exposer ou de les regarder. Le but de ces normes est de dresser des barrières à la tentation de débauche. Les femmes étant perçues comme l'objet de tentation suprême, le droit musulman prévoit des normes plus strictes à leur égard. Selon certaines sources, Mahomet aurait dit: "Je n'ai pas laissé après moi une tentation plus nocive pour les hommes que les femmes"²⁰.

18 On trouve ce terme dans les versets 24:32 et 58 et 33:13.

19 On trouve ce terme dans les versets 5:31, 7:20, 22, 26-27 et 20:121.

20 On retrouve cette citation de Mahomet dans l'ouvrage enseigné dans les écoles publiques égyptiennes, Al-Sanhouri: *Al-usrah fil-tashri' al-islami*, op. cit., p. 203.

On observe dans le monde arabe différentes manières de s'habiller. Dans la situation extrême, les femmes se couvrent dans la rue de la tête aux pieds, et on n'en voit rien, ni leurs mains, ni leurs cheveux, ni leurs yeux. Elles ne sont jamais présentées aux invités masculins, et le repas est pris par les hommes sans les femmes. Lorsqu'elles voyagent en transport public, elles sont mises au fond du bus, dans un compartiment avec des fenêtres à rideaux noirs tirés; elles sont séparées des hommes par un autre rideau noir. C'est le cas notamment de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe. Les hommes dans ces pays refusent de serrer la main d'une femme, et vice versa. En Arabie saoudite, une femme ne peut conduire une voiture "parce que cela la mène à se dévoiler le visage ou une partie du visage... et parce que la promiscuité avec des hommes provoque la subversion et incite au vice", dit une *fatwa* (décision religieuse)²¹.

Dans d'autres pays, la femme est tenue de porter un couvre-chef et une robe ou une jupe au-dessus des pantalons pour ne pas laisser voir ses jambes. Ces normes ont des répercussions dans la société occidentale, notamment en ce qui concerne le voile à l'école et la participation au sport mixte.

Dans le cadre familial, le chef de famille (le père, et en son absence, le fils aîné) exige souvent que la femme et les filles s'habillent selon sa propre conception religieuse. Il peut leur imposer de ne pas aller au cinéma, au dancing, à la plage et de s'abstenir d'activités sportives. Il peut aussi s'opposer à ce que les enfants suivent certains cours (éducation sexuelle, anatomie), participent à des activités sportives ou fréquentent des classes mixtes garçons - filles. Il peut vouloir les inscrire dans des écoles privées propres à sa religion. Dans les rapports sociaux, il peut interdire à sa femme et à ses filles d'être présentes lorsqu'il y a des visiteurs étrangers.

3) Travail de la femme

Les constitutions des pays musulmans reconnaissent le droit au travail sans faire de discrimination à l'égard de la femme²². Elles affirment expressément que l'État garantit à tous les citoyens l'égalité des chances pour l'accès aux fonctions publiques²³.

La constitution égyptienne apporte une précision intéressante: "L'État assure à la femme les moyens de concilier ses devoirs envers la famille avec son travail dans la société, et son égalité avec l'homme dans les domaines politique, social, culturel et économique, sans préjudice des dispositions de la loi islamique" (article 11).

La femme musulmane occupe actuellement toutes les fonctions possibles et imaginables. On peut même voir à Tunis des femmes comme contrôleuses de billets

²¹ Magallat al-buhuth al-islamiyyah, no 24, 1989, p. 75, et no 30, 1990-1991, pp. 297-298.

²² Voir par exemple les constitutions de l'Algérie (article 52), du Bahrain (article 13) et de la Syrie (article 36).

²³ Voir les constitutions de la Syrie (article 26), de l'Égypte (article 8), de l'Irak (article 19), de la Mauritanie (article 12), du Maroc (article 12), de la Jordanie (article 22), de l'Algérie (article 48), du Bahrain (article 16) et des Émirats (article 35).

dans les bus publics et comme policières pour le trafic de la capitale. Mais de nombreuses voix demandent le retour de la femme au foyer²⁴.

En raison des attitudes très variées des musulmans à l'égard du travail de la femme, il importe que les conjoints discutent ensemble ces questions avant le mariage et fixent leur accord par écrit, notamment s'ils entendent partir à l'étranger.

Chapitre 4. **Célébration du mariage**

1) Mariage célébré en Suisse

En Suisse, le mariage est une institution laïque. La célébration du mariage est de la compétence exclusive des officiers suisses de l'état civil, quelle que soit la religion ou la nationalité des conjoints.

Il est interdit aux représentants diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse de célébrer un mariage, quelle que soit la nationalité ou la religion des conjoints²⁵. Le partenaire suisse doit refuser de se présenter devant ces autorités pour une telle célébration. Un tel mariage ne sera pas reconnu en Suisse. De même, la célébration d'un mariage religieux en Suisse n'est pas admise. Ce n'est qu'après le mariage civil qu'on peut solliciter "une bénédiction religieuse"²⁶. Juridiquement parlant, cette cérémonie n'est pas un mariage, mais une formalité facultative qui n'a aucune conséquence juridique.

Il arrive cependant que des conjoints se marient en Suisse uniquement devant un imam, sans avoir conclu au préalable un mariage civil. Le droit suisse ne reconnaît pas un tel mariage, ce qui peut avoir des conséquences désagréables, notamment pour la femme délaissée par son conjoint. Par ailleurs, l'imam s'expose à des sanctions pénales²⁷. Selon l'Office fédéral de l'état civil, il peut même se voir retirer le permis de séjour.

²⁴ En Égypte, un homme a demandé à la Commission de fatwa s'il pouvait empêcher sa femme de continuer à travailler. Invoquant le verset 4:34 du Coran, la Commission a répondu que la femme ne peut pas, sans autorisation du mari, quitter la maison conjugale pour travailler, quel que soit le travail et même s'il est nécessaire pour autrui comme par exemple le travail de femme-médecin ou de sage-femme. La femme doit donc obéir à son mari, abandonner son travail et rester à la maison. Les devoirs conjugaux sont réciproques: la femme doit rester à la maison et le mari doit dépenser pour subvenir à ses besoins (Al-fatawa al-islamiyyah min dar al-ifta', Le Caire, vol. 9, 1983, pp. 3076-77).

Un professeur égyptien de l'Azhar enseigne à ses étudiants que la femme mariée est à la charge de son mari. Elle ne devrait donc en principe pas travailler. Par contre, la femme qui n'a pas de soutien (un mari, un père, un frère, un parent) peut travailler (Abd-al-Ghani Mahmud: Huquq al-mar'ah fil-qanun al-duwali al-'am wal-shari'ah al-islamiyyah, Le Caire, 1991, p. 91).

²⁵ Note du 8 février 1995 du Département fédéral des affaires étrangères aux représentations diplomatiques et consulaires en Suisse.

²⁶ L'article 97 chiffre 3 du Code civil suisse déclare que "le mariage religieux ne peut précéder le mariage civil".

²⁷ Articles 271, 287 et 292 du Code pénal.

Lorsque les conjoints s'adressent à une autorité religieuse musulmane après le mariage civil, si le mari est musulman et la femme non-musulmane, l'autorité religieuse lui propose généralement la conversion à l'islam, avec plus ou moins d'insistance²⁸; si le mari est non-musulman et la femme musulmane, l'autorité en question impose au mari la conversion à l'islam. Le conjoint non-musulman qui ne souhaite pas abandonner sa religion doit le déclarer clairement et exiger que ce point soit mentionné expressément dans l'acte établi à la suite de la cérémonie religieuse.

2) Mariage célébré dans un pays musulman

Lorsque le mariage a lieu dans un pays musulman, il est en règle générale célébré par une autorité religieuse ou une autorité civile à connotation religieuse. Lorsqu'un non-musulman veut épouser une musulmane, il est obligé de se convertir préalablement à l'islam. Si c'est une femme non-musulmane qui épouse un musulman, elle peut garder sa religion, mais on l'invite avec plus ou moins d'insistance à devenir musulmane. Le conjoint non-musulman qui ne souhaite pas abandonner sa religion doit le déclarer clairement et exiger que ce point soit mentionné expressément dans le contrat de mariage.

3) Polygamie

La plupart des pays musulmans permettent à l'homme musulman d'être marié à quatre femmes simultanément, qu'elles soient musulmanes, chrétiennes ou juives. Les chi'ites peuvent avoir, en plus des quatre femmes, un certain nombre de femmes à terme (voir chapitre 2, 3.C).

Des mesures sont cependant prises par certains pays afin de limiter ces pratiques. Ainsi la femme est autorisée à inclure dans le contrat de mariage une clause indiquant son opposition à ce que son mari épouse une deuxième femme. Cette clause n'empêche pas le mari d'épouser une deuxième femme, mais donne à la femme le droit de demander le divorce si le mari y contrevient. Cette clause est appelée "clause de la monogamie".

En Suisse, où la polygamie est un délit punissable en vertu de l'article 215 du Code pénal, il n'est pas possible de célébrer un mariage polygame, que ce soit entre Suisses ou étrangers. Mais il arrive que la femme découvre que son mari musulman avait déjà une autre femme. Le mari peut aussi partir dans son pays et épouser une autre femme.

Si de tels cas se présentent en Suisse, la femme peut demander le divorce ou faire annuler le mariage si l'homme était déjà marié.

Il en est autrement si les deux conjoints se trouvent dans le pays du mari. Dans ce cas, si le mariage polygame est permis par la loi de ce pays, la femme ne peut obtenir des tribunaux de ce pays le divorce ou l'annulation du mariage pour cette raison. Par conséquent, il est indispensable de prévoir dans le contrat de mariage la

²⁸ Selon des témoignages, un centre islamique opérant en Suisse renvoie continuellement la cérémonie religieuse jusqu'à ce que la femme non-musulmane accepte de se convertir à l'islam.

clause de monogamie permettant expressément à l'épouse de demander le divorce si son mari s'avère être déjà marié ou s'il épousait une autre femme après le mariage. Une telle clause est opportune, même si le couple entend vivre en Suisse. La situation peut en effet changer; dans un pays musulman, la femme suisse pourra invoquer la clause et demander le divorce pour simple raison de double mariage sans avoir à prouver autre chose. Cette clause est admise dans les pays musulmans.

Chapitre 5.

Régime matrimonial et rapports économiques

En Suisse, si les époux ne choisissent pas un des autres régimes mis à disposition par le Code civil, ils sont soumis au régime légal de la participation aux acquêts. Ce qui signifie qu'en cas de dissolution du mariage par le divorce ou par le décès d'un conjoint, les biens acquis pendant le mariage seront partagés à égalité. Quant aux biens que chacun avait avant le mariage, ils restent la propriété de l'époux concerné. D'autre part, le divorce ne met pas forcément fin aux rapports matériels des époux puisque la loi prévoit des obligations alimentaires.

En droit musulman, le régime légal est celui de la séparation des biens. Ce qui signifie que chaque époux garde la propriété de ses biens acquis aussi bien avant que pendant le mariage. Ceci désavantage la femme qui reste au foyer, fait le ménage et s'occupe des enfants. Ce travail n'étant pas rémunéré, elle sort du mariage avec les seules ressources qu'elle avait avant le mariage. Quant au mari, il garde tous les gains qu'il a réalisés avant comme pendant le mariage par ses activités lucratives. Cette inégalité est d'autant plus sensible que le mari peut interdire à la femme de travailler. Il faut ajouter à cela que la femme divorcée n'a droit à des prestations d'entretien que pour une durée très limitée, variant selon les pays entre quelques mois et deux ans.

Pour parer à cette situation économique précaire de la femme, le droit musulman prévoit le paiement obligatoire d'une somme d'argent (douaire) de la part du mari à sa femme. Ce douaire est souvent payé en un acompte avant le mariage, et le reste lors du divorce. Si le divorce est imputable à la femme, celle-ci perd le droit au reste du douaire. D'autre part, pour obtenir la répudiation de son mari, la femme peut être amenée à renoncer au reste du douaire et à rembourser à son mari ce qu'elle en a déjà reçu. Le douaire peut être un montant symbolique visant à ne pas trop charger le mari. Il peut toutefois aussi constituer une somme assez importante destinée à assurer l'avenir économique de la femme divorcée. Ce douaire est en principe la propriété exclusive de la femme, mais parfois ses parents se l'approprient²⁹.

²⁹ L'Institut a été consulté concernant un acte de mariage d'une Égyptienne avec un Algérien, vivant tous deux au Canada, qui prévoit un douaire d'un demi-million de marks allemands (env. 300'000 euros)!

Lorsque les conjoints se trouvent en Suisse, il est important qu'ils soumettent le régime matrimonial au droit suisse. Si la femme choisit de rester à la maison, il faut que son travail soit pris en considération dans le partage des biens acquis du mari. Si la femme travaille, elle doit éviter que ses biens tombent entièrement dans le ménage ou dans les mains de son mari. Elle doit exiger que le mari participe lui aussi aux dépenses du ménage. En effet, il arrive que des musulmans - comme d'autres d'ailleurs - épousent des Suissesses pour obtenir un permis de séjour et le droit de travailler en Suisse. Ces maris peuvent avoir tendance à laisser à la femme la charge du ménage et à envoyer tous leurs gains dans leur pays d'origine. Lorsqu'ils estiment qu'ils ont assez gagné en Suisse, ils divorcent ou répudient leurs femmes et partent dans leur pays épouser d'autres femmes.

Si le couple entend s'établir à l'étranger, il importe de s'entendre sur les droits économiques de chacun des conjoints selon que la femme souhaite travailler ou rester à la maison. Il faut faire en sorte que la femme ne se retrouve pas dans la rue en cas de divorce, de répudiation ou de décès du mari. Il n'est donc pas inutile qu'elle exige de son mari le versement d'une somme d'argent (si possible importante), à titre de douaire, en prévision de telles éventualités. Ce sont les règles du jeu parmi les musulmans. Pour cette raison, l'Ambassade suisse au Caire insiste pour que le douaire soit suffisamment élevé pour subvenir aux besoins de la femme en cas de divorce. Malgré cela, on constate que dans certains actes de mariages de Suissesses avec des Égyptiens, le douaire est d'une livre égyptienne (moins de 50 centimes suisses)!

Pour éviter des situations difficiles, la femme doit exiger de la part de son partenaire un accord écrit avant le mariage réglant toutes les questions matérielles. Les deux conjoints doivent garder constamment à l'esprit que les bons comptes font les bons amis.

Chapitre 6. Dissolution du mariage

Sauf en cas de décès, le mariage ne peut être dissous en Suisse que par le juge. Il en est autrement dans les pays musulmans.

1) Dissolution du mariage dans un pays musulman

Dans les pays musulmans, il existe principalement trois manières de dissoudre le mariage: la répudiation, la répudiation contre compensation et le divorce.

A) Répudiation

La répudiation (*talaq*) est le droit reconnu à l'homme musulman, et uniquement à lui, de mettre fin au mariage par une déclaration de volonté unilatérale, sans passer devant un tribunal et sans que soient exigées des justifications.

La répudiation peut être soit définitive, soit révocable dans un certain laps de temps (d'environ trois mois) par décision unilatérale du mari, ce qui signifie que le mari peut reprendre sa femme sans son accord avant l'expiration du délai. La répu-

diation peut être exercée directement par le mari ou, indirectement, par une autre personne déléguée par le mari.

Ayant une base coranique³⁰, la répudiation est admise par tous les pays arabes à l'exception de la Tunisie dont l'article 30 du Code de statut personnel déclare: "Le divorce ne peut avoir lieu que par devant le tribunal". Certains pays musulmans ont essayé cependant de limiter le pouvoir du mari de répudier sa femme en exigeant une procédure de conciliation devant le tribunal. Mais le juge, en cas d'échec, ne peut empêcher le mari de répudier sa femme.

Mahomet dit: "La répudiation est l'acte permis le plus détestable auprès de Dieu". Certains auteurs classiques en déduisent que le mari ne devrait pas abuser de son droit de répudiation, sans pour autant lui interdire d'y recourir. Mais peut-on le punir pour avoir fait usage d'un droit reconnu par le Coran? C'est ce que pensent certains législateurs arabes.

En Égypte, par exemple, la femme "répudiée par son mari sans avoir consenti et sans y avoir de responsabilité" a droit, à part la pension alimentaire due pendant le délai de continence, à une indemnité de consolation (*mut'ah*) calculée sur la base d'une pension alimentaire d'au moins deux années et tenant compte de la situation financière du mari, des circonstances de la répudiation et de la durée du mariage (article 18bis de la loi 100/1985). La loi précise cependant que seule la femme qui "a eu des relations conjugales sur la base d'un mariage valable" a droit à cette indemnité. La Syrie (article 117) et la Jordanie (article 134) ont été encore plus large en ne retenant pas cette condition égyptienne.

B) Répudiation moyennant compensation ou rachat

La femme peut négocier avec son mari une répudiation contre versement d'une somme d'argent. Ceci est prévu pratiquement dans toutes les lois des pays musulmans. Mohamed Chafi écrit: "Lorsque l'épouse éprouve de l'aversion pour son mari, elle peut lui demander de la répudier, moyennant une contrepartie financière qui n'est en réalité que la rançon de sa liberté. Le droit musulman considère cette sorte de répudiation une espèce de rachat de soi-même"³¹.

Certains qualifient ce procédé de "divorce par consentement mutuel". Le terme "rachat" serait plus approprié. En effet, le Coran utilise le terme *iftadat* (2:229), qui évoque la rançon payée pour la libération d'un captif.

Même si la femme exprime ici sa volonté de mettre fin au mariage, le mari reste maître de la situation: sans son accord, le mariage ne peut être dissous. Le rachat peut même être une modalité bien plus sévère que la répudiation, dans la mesure

³⁰ Le Coran dit: "La répudiation peut être prononcée deux fois. Reprenez donc votre épouse d'une manière convenable, ou bien renvoyez-la décevement. Reprendre quelque chose de ce que vous lui avez donné ne vous est pas permis. À moins que tous deux craignent de ne pas observer les lois de Dieu. Si vous craignez de ne pas observer les lois de Dieu, nulle faute ne sera imputée à l'un ou à l'autre, si l'épouse offre une compensation (*iftadat*)" (2:229).

³¹ Mohamed Chafi: Code du statut personnel annoté, Marrakech, 1996, pp. 132-133.

où il permet au mari d'exercer une pression psychologique et financière sur son épouse.

C) Divorce

Le divorce (*tatliq*), contrairement à la répudiation, est une dissolution du mariage prononcée par le juge sur la base de motifs prévus par la loi. Alors que le mari, et lui seul, peut recourir à la répudiation, la femme qui veut se séparer de son mari, si elle n'arrive pas à obtenir de son mari sa libération par le rachat, doit nécessairement s'adresser à un tribunal pour lui exposer les raisons pour lesquelles elle souhaite dissoudre le mariage. Ce qui n'est pas toujours aisé.

Lorsque les conjoints vivent dans un pays musulman admettant la répudiation, la femme suisse reste à la merci de son mari qui peut la répudier en tout temps pour aller épouser une autre femme. Comme il lui sera difficile de demander le divorce dans le pays de son mari, elle devra rentrer en Suisse pour y tenter un procès en divorce contre son mari.

Signalons à cet égard que certaines législations musulmanes permettent à la femme d'inclure dans l'acte de mariage son droit de répudier son mari. Elle pourra alors répudier son mari au même titre que celui-ci pourrait le faire, sans devoir passer par le juge et sans payer une compensation au mari. Il est évidemment délicat de proposer une telle clause dans le contrat de mariage, mais si les futurs époux sont suffisamment ouverts et réalistes, ils sauront s'en accommoder. Ils peuvent aussi exclure réciproquement la répudiation, en s'engageant tous deux de ne pas y recourir.

2) Dissolution du mariage en Suisse

La Suisse ne connaît que le divorce. Celui-ci est de la compétence exclusive des tribunaux civils, quelle que soit la nationalité ou la religion des conjoints. Par conséquent, lorsque les conjoints vivent en Suisse, ils doivent s'adresser à un tribunal pour dissoudre leur mariage.

La répudiation est considérée comme contraire à l'ordre public suisse. Il est interdit aux imams musulmans ou aux autorités consulaires étrangères de se substituer aux autorités civiles compétentes pour prononcer la dissolution du mariage, quelle que soit la nationalité ou la religion des conjoints. L'imam qui dissout un mariage en Suisse s'expose à des sanctions pénales³² et risque de voir son permis de séjour annulé. La dissolution du mariage devant une autorité religieuse n'est pas reconnue en Suisse, et elle est susceptible de créer des problèmes insolubles si les conjoints se croyaient libérés du lien du mariage par ce procédé. Un cas concret de ce genre s'est produit en Suisse: un musulman, se croyant libéré de sa femme en divorçant devant l'imam, s'est acheté un immeuble. La femme s'est alors tournée contre le mari pour obtenir la moitié de l'immeuble.

Parfois des musulmans vivant en Suisse répudient leurs femmes par procuration, ce qui n'est pas reconnu en Suisse. Dans un cas concret, le mari musulman avait

³² Article 271 (actes pour un État étranger) et 287 (usurpation de fonctions) du Code pénal.

mandaté son frère se trouvant en Égypte pour prononcer la répudiation de sa femme vivant en Suisse. Cette dernière a appris la nouvelle par une amie en Égypte. Cette répudiation n'a pas été reconnue en Suisse. Le mari a dû s'adresser aux tribunaux suisses pour dissoudre le mariage selon les normes suisses, alors qu'il s'était déjà remarié en croyant son premier mariage dissous³³.

Chapitre 7.

Rapports entre parents et enfants

1) Informez-vous avant le mariage!

Toute personne normalement constituée a de l'affection pour ses enfants et souhaite leur transmettre ses propres valeurs. Cela ne pose généralement pas de problème lorsque les deux conjoints partagent les mêmes valeurs. Ces conjoints discutent d'ailleurs très rarement avant le mariage des questions relatives à leurs futurs enfants puisque ces questions seront résolues à la lumière des normes légales et coutumières qui leur sont communes.

Il devrait cependant en être autrement lorsque les deux conjoints sont de cultures différentes et qu'ils ignorent les normes qui régissent les rapports avec les enfants dans leurs sociétés respectives. Déjà avant le mariage, il faut que les deux conjoints s'informent mutuellement sur ces normes et qu'ils se mettent d'accord par écrit sur les concessions qu'ils sont prêts à faire. Il faut qu'ils en discutent comme si les enfants étaient là, présents devant eux. Nous attirons leur attention sur les points suivants:

2) Rapports sexuels et enfants nés hors mariage

Dans la société occidentale actuelle, le fait d'avoir des relations sexuelles ou d'avoir des enfants sans être marié est de moins en moins infamant. Le nombre de mères célibataires et d'enfants nés hors mariage est en nette augmentation. Même si cette situation continue à être mal acceptée dans certaines familles, le législateur occidental essaie graduellement d'adapter la loi aux faits sociaux et de supprimer les discriminations dont sont victimes les mères célibataires et les enfants nés hors mariage. Ainsi le père naturel doit assumer des obligations alimentaires à l'égard de son enfant, et ce dernier a le même droit d'hériter qu'un enfant légitime.

Dans la société musulmane traditionnelle, la fille doit arriver au mariage vierge. Dans certaines communautés, elle doit le prouver au mari, à ses parents et aux invités à l'aide d'un drap de lit ou d'un coton entaché de son sang. Celles qui ont perdu leur virginité tentent parfois de s'en refaire une en s'adressant à un chirurgien pour coudre l'hymen déchiré. Parfois elles recourent à d'autres ruses pour simuler la virginité, par exemple en faisant coïncider la nuit de noces avec les règles menstruelles. Le droit musulman permet d'ailleurs au mari de mettre dans l'acte de mariage la condition que la femme soit vierge; s'il s'avère après le mariage qu'elle ne

³³ Décision du 14.11.1991 de la Cour de Justice civile (La semaine judiciaire, 114e année, n° 13, 31.3.1992, p. 209-224).

l'est pas, il peut annuler le mariage et exiger le remboursement du douaire qu'il avait payé³⁴.

Et si la virginité de la mariée est requise, celle-ci doit à plus forte raison éviter toute grossesse ou tout enfant hors mariage. Le père naturel d'un enfant né hors mariage ne peut le reconnaître et n'assume aucune obligation à son égard; cet enfant ne peut hériter que de sa mère. La loi garde d'ailleurs le silence face aux enfants illégitimes. La mère célibataire se trouve donc complètement délaissée aussi bien du législateur que de la société musulmane, ce qui la pousse souvent à abandonner son enfant à un orphelinat³⁵.

Si on ne peut aujourd'hui demander à une Suisseuse voulant épouser un musulman d'arriver au mariage vierge, elle doit tout au moins se garder de passer la nuit de noces dans la société du mari musulman. Et dans tous les cas, elle doit éviter toute grossesse avant le mariage. Elle risquerait d'être rejetée, avec son enfant, par la famille de son mari, et parfois même par le mari lui-même.

3) Prénom de l'enfant

Un problème important sur lequel il faut s'entendre déjà avant le mariage est le prénom des enfants. Pour y réfléchir, il ne faut pas attendre que la femme soit enceinte ou que l'enfant naisse.

Les prénoms en langue arabe peuvent être à connotation musulmane, chrétienne ou neutre. Ainsi, les prénoms Muhammad, Ali et Hassan indiquent que les personnes qui les portent sont musulmanes. Les prénoms Hanna (Jean), Boulou (Paul) et Boutros (Pierre) sont des prénoms chrétiens. Par contre, les prénoms Sami, Jamal et Ibrahim peuvent être portés aussi bien par des musulmans que par des chrétiens arabes.

S'ajoute à ce problème celui de la connotation nationale des prénoms: un Jean-Pierre passera inaperçu dans la société occidentale, mais un prénom comme Jamal indiquera que son porteur est de culture arabe ou arabo-musulmane. On remarquera à cet égard qu'il arrive souvent que des familles musulmanes donnent à leurs filles des prénoms "européens". Tout comme il peut arriver que des familles chrétiennes suisses donnent à leurs enfants des prénoms de consonance arabe par exotisme.

Ceci dit, si le conjoint suisse ne souhaite pas que son fils ou sa fille porte un prénom à connotation musulmane ou arabe pour une raison ou une autre, il doit absolument le faire savoir à son futur partenaire bien avant le mariage et fixer l'accord intervenu à ce sujet par écrit. Le couple peut aussi envisager le double prénom, ce qui est une solution souvent pratiquée.

³⁴ Muhammad Ibn-Ma'guz: Ahkam al-usrah fil-shari'ah al-islamiyyah, Casablanca, 1990, p. 210.

³⁵ Sur ce point, voir notamment Magdi Kamil: Awham al-gins, 3ème édition, Le Caire, 1995, pp. 12-14; Wedad Zenie-Ziegler: La face voilée des femmes d'Égypte, Paris, 1985, pp. 148-155.

Signalons ici qu'en Suisse, le choix des prénoms incombe de plein droit aux deux parents s'ils sont mariés³⁶. Il est annoncé en même temps que la naissance³⁷.

4) Religion de l'enfant

En droit suisse, les deux conjoints décident ensemble de la religion et de l'éducation religieuse qu'ils souhaitent donner ou ne pas donner à leurs enfants. Lorsque le couple en question ne s'entend pas sur le choix de la religion, le juge doit trancher. En cas de divorce, le détenteur de l'autorité parentale dispose seul et librement de l'éducation religieuse de l'enfant; un éventuel accord des conjoints concernant la garde et la puissance paternelle (qui impliquent l'éducation religieuse) est pris en considération par le juge bien que cet accord soit soumis à sa ratification. Mais dans tous les cas, les enfants en Suisse ont le droit de choisir leur religion à partir de l'âge de 16 ans et peuvent aussi décider de ne plus suivre d'enseignement religieux (article 303 du Code civil).

Cette liberté religieuse est inconcevable pour le droit musulman. Dans tous les pays musulmans, les enfants dont un des parents est musulman sont obligatoirement musulmans. Même si le couple est d'accord, avant ou après le mariage, pour que les enfants soient baptisés et élevés dans la religion chrétienne, un tel accord n'a aucune valeur devant la loi. L'unique manière pour le faire respecter est d'emmener les enfants hors des pays musulmans pour qu'ils puissent pratiquer leur religion librement. Rappelons aussi qu'il n'est absolument pas permis à des enfants musulmans de choisir une autre religion lorsqu'ils deviennent majeurs. L'enfant né musulman doit le rester toute sa vie.

En raison de ces conceptions diamétralement opposées, il importe que les conjoints se posent la question de la religion et de l'éducation religieuse des enfants avant le mariage, et au plus tard avant d'avoir des enfants. Ils doivent mettre par écrit leur accord à ce sujet pour qu'ils sachent à quoi ils s'engagent.

Le problème se pose lorsque les deux conjoints décident d'aller dans un pays musulman. Dans ce cas, les engagements des époux qui sont contraires aux normes islamiques n'ont pas de valeur, et le mari sera tenu, qu'il le veuille ou non, d'appliquer les normes locales en raison de l'exigence de la loi et de l'entourage familial et social. Il est pratiquement impossible que des grands-parents musulmans admettent que leurs petits-enfants appartiennent à une religion différente de la leur. Dans un cas concret, un Marocain marié à une Suisseuse a dû rompre complètement ses liens avec ses parents et son pays parce qu'il avait accepté que ses enfants soient chrétiens.

Signalons à cet égard que le chef de famille musulman peut contraindre sa femme et ses enfants musulmans à accomplir leurs devoirs religieux, notamment les cinq prières quotidiennes et le jeûne de Ramadan. Rappelons aussi qu'en principe les musulmans ne mangent ni porc ni viande d'animaux qui ne soient égorgés selon les normes musulmanes; ils ne boivent pas non plus de boisson fermentée (vin, li-

³⁶ Article 301 al. 4 du Code civil; article 69 al. 1 de l'Ordonnance sur l'état civil.

³⁷ Article 69 al. 2 de l'Ordonnance sur l'état civil.

queur, etc.). Un mari musulman peut donc exiger de sa femme non-musulmane de ne pas introduire de tels aliments dans la maison, ou même de ne pas en consommer hors de la maison pour éviter que de tels aliments ne passent aux enfants avec le lait maternel. Ces questions doivent être discutées par les conjoints avant le mariage. L'accord des conjoints doit être fait par écrit.

5) Marques religieuses: baptême, circoncision, excision

Les chrétiens en général baptisent leurs enfants en signe d'adhésion à l'Église. On constate cependant que de plus en plus de chrétiens s'abstiennent de le faire soit par indifférence soit par respect de la liberté de l'enfant, lequel choisira de se faire baptiser ou non lorsqu'il sera en âge de comprendre son acte. Dans tous les cas, l'enfant gardera le droit de choisir sa religion à partir de l'âge de 16 ans et aura toute liberté de la changer au courant de sa vie.

Les musulmans et les juifs circoncisent systématiquement et obligatoirement tous leurs enfants mâles.

L'excision des filles est inconnue dans de nombreux pays musulmans comme l'Iran, la Turquie, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Jordanie, la Syrie ou l'Irak. Mais elle est toujours pratiquée dans 28 pays, notamment africains, en majorité musulmans³⁸. Elle est spécialement répandue en Somalie, au Soudan et en Égypte. Dans ce dernier pays, 97% des femmes sont excisées selon les chiffres du ministère égyptien de la santé publique³⁹.

Dans le respect de l'intégrité physique de leurs enfants, les deux conjoints devraient attendre que leurs garçons et filles atteignent leur majorité; ensuite ceux-ci décideront librement s'ils veulent se soumettre à ces pratiques⁴⁰.

Certes, si le couple vit en Suisse, son engagement dans ce sens a toutes les chances d'être respecté. Il en est autrement s'il se rend dans le pays d'origine du partenaire musulman. Souvent, la famille de ce dernier impose ses coutumes et n'hésite pas à pratiquer la circoncision et l'excision sur les enfants malgré la résistance de leurs parents. Pour éviter une telle mainmise de la famille sur les enfants, il est préférable de les laisser en Suisse tant qu'ils sont mineurs.

³⁸ OMS, Mutilations sexuelles féminines, dossier d'information, 2 août 1994, pp. D2-D3.

³⁹ Al-Wafd, 13 janvier 1997; Egypt demographic and health survey, septembre 1996, p. 171. L'Azhar, au Caire, approuve cette pratique au nom de la religion islamique malgré le fait que le gouvernement égyptien tente de l'éradiquer (voir notamment la fatwa de Gad-al-Haq parue dans un fascicule distribué gratuitement avec le numéro d'octobre 1994 de la revue de l'Azhar).

⁴⁰ Sur la circoncision masculine et féminine voir Sami Aldeeb: Circoncision masculine – circoncision féminine: débat religieux, médical, social et juridique, L'Harmattan, Paris, 2001, 537 pages. Disponible aussi en anglais: Male and female circumcision among Jews, Christians and Muslims: religious, medical, social and legal debate, Shangri-La Publications, Warren Center, PA 19951, USA, 2001, 400 pages, et en arabe sur internet: <http://www.lpj.org/Nonviolence/Sami/Circon/Index.htm>. Voir aussi son livre: Circoncision: le complot du silence, L'Harmattan, Paris, 2003, 243 pages.

6) Nombre d'enfants, contraception et adoption

En Occident, les conjoints s'entendent en général sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir. Mais il est de plus en plus rare d'y voir une famille nombreuse. Les conjoints recourent généralement aux différents moyens contraceptifs pour limiter le nombre des enfants ou espacer les naissances.

Les pays musulmans essaient par différents moyens de limiter la croissance démographique, mais le résultat reste maigre du fait que les milieux religieux musulmans sont en règle générale opposés au contrôle des naissances. Le mari peut refuser que sa femme ait recours à des moyens contraceptifs. En plus, la femme a le droit d'avoir autant d'enfants que sa santé le permet et qu'elle le souhaite. On trouve aussi des médecins qui refusent de prescrire des moyens contraceptifs aux couples qui les leur demandent.

On constate généralement que les familles musulmanes et les couples biculturels qui vivent en Occident ont tendance à réduire le nombre de leurs enfants. Mais il importe que la femme non-musulmane discute cette question avec son futur mari avant le mariage pour connaître son point de vue et s'entendre avec lui sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir.

Un autre problème est celui de l'adoption. En Occident, lorsqu'un couple éprouve des difficultés à avoir des enfants, il recourt souvent à l'adoption. Il s'agit ici d'une voie légale qui est interdite dans les pays musulmans. Cette interdiction est basée sur le Coran (33:4-5). Le seul pays musulman qui permet l'adoption est la Tunisie. Il faut cependant savoir que, pour ce pays, seul un musulman peut adopter un enfant musulman. Dans les autres pays, il existe une institution appelée "accueil". Selon cette institution, le couple s'engage à donner à l'enfant accueilli l'affection et l'aide matérielle nécessaire, mais l'enfant ne peut en principe ni porter le nom de la famille accueillante ni avoir part à l'héritage bien qu'il puisse bénéficier d'un legs.

Lorsque le couple musulman ne peut avoir d'enfants, le mari en attribue souvent la responsabilité à la femme. Comme l'insémination artificielle est peu développée, voire interdite dans les pays musulmans, et que l'adoption est aussi prohibée, souvent le mari répudie sa femme ou prend une deuxième. Il ne serait donc pas inutile que les conjoints se soumettent à des examens prénuptiaux (stérilité, maladies vénériennes, sida, etc.), examens d'ailleurs exigés par certains pays musulmans. Pour le cas où l'un des deux conjoints serait stérile, le projet de mariage pourrait rencontrer quelques difficultés, même si le couple lui-même accepte le mariage sans enfants. En effet, la famille du mari acceptera très rarement une entorse aussi grave à la règle sociale, même si le couple vit en Suisse loin de la famille du mari.

7) Garde des enfants en cas de dissolution du mariage

En droit suisse, le juge décide de l'attribution des enfants en cas de divorce, et ceci souvent en faveur de la mère. La situation est différente en droit musulman.

Selon le droit musulman, la mère a la priorité dans la garde de l'enfant, mais l'autorité parentale reste du ressort du père. La durée de la garde varie selon le sexe de l'enfant, la garde de la fille étant plus longue que celle du garçon. Après l'extinc-

tion du droit de garde de la mère, certaines législations confèrent la garde de l'enfant au père, d'autres lui donnent le choix de résider chez son père, sa mère ou tout autre parent.

Lorsque la mère est non-musulmane, elle est en principe privée de son droit de garde de l'enfant, garçon ou fille, après un certain âge (généralement de cinq ans) à partir duquel elle risque de l'influencer sur le plan religieux. On craint qu'elle élève l'enfant dans une religion autre que celle de son père, à savoir l'islam. C'est une raison facile à invoquer pour retirer les enfants à la mère. Dans tous les cas, une mère non-musulmane devenue musulmane et qui revient à sa religion antérieure (apostasie) ne saurait garder les enfants. L'apostasie est un empêchement à la garde de l'enfant. De même, la mère perd son droit de garder l'enfant si elle se remarie après le divorce ou si elle s'établit dans une autre ville que celle du père.

Si les conjoints vivent en Suisse et que le divorce a eu lieu dans ce pays, le juge suisse appliquera le droit suisse et écartera le droit musulman. Le père musulman admettra cependant rarement que ses enfants soient attribués à la mère, notamment par crainte qu'elle ne les éduque dans une religion non-musulmane. Cette situation peut donner lieu à des cas dramatiques d'enlèvement d'enfants, qui sont ensuite très difficiles à traiter puisqu'aucun pays musulman n'a ratifié la Convention de La Haye relative à l'enlèvement international d'enfants de 1980⁴¹.

Lorsque les deux conjoints habitent dans un pays musulman, la femme non-musulmane ne peut échapper à l'application des normes musulmanes. Elle se verra donc souvent privée de la garde des enfants après l'âge de cinq ans. Dans tous les cas, elle n'a aucun pouvoir sur les enfants même avant cet âge. Le problème se pose en particulier lorsque le mari musulman meurt. Les enfants seront souvent enlevés à leur mère et amenés chez les grands-parents paternels. Cette situation pousse bon nombre de femmes non-musulmanes à devenir musulmanes afin de ne pas perdre la garde de leurs enfants.

Dans ce domaine, la femme non-musulmane doit s'entendre par écrit avec son mari musulman pour que le droit applicable en matière d'attribution des enfants soit le droit suisse. Évidemment, un tel accord n'a pas grande valeur si les deux conjoints vivent dans un pays musulman. Il peut cependant être utile si la femme demande le divorce en Suisse ou si elle rentre en Suisse après le décès du mari.

Chapitre 8. Succession

1) Succession en cas d'apostasie

En droit suisse, la succession est ouverte seulement après le décès d'une personne. En droit musulman, la succession peut aussi être ouverte durant la vie de la personne. C'est le cas lorsqu'un musulman apostasie en abandonnant l'islam. L'apostat,

⁴¹ RS 0.211.230.02.

selon le droit musulman classique, doit être tué. Là où la peine de mort n'est pas appliquée, l'apostat n'en est pas moins considéré comme mort. Il ne peut hériter de personne, et sa succession est ouverte de son vivant, notamment s'il abandonne son pays pour échapper à la justice. Seuls ses héritiers musulmans peuvent hériter de lui. S'il revient à l'islam, il récupère ses biens⁴².

2) Succession en cas de décès

Le droit musulman interdit toute succession entre musulmans et non-musulmans. Ainsi, une non-musulmane, qui épouserait un musulman et mettrait au monde des enfants (forcément musulmans selon le droit musulman), ne saurait hériter de son mari ou de ses enfants. D'autre part, les enfants musulmans ne sauraient hériter de leur mère non-musulmane. Le seul moyen pour parer à cette règle, est la constitution d'un legs à concurrence d'un tiers de la succession en faveur de l'héritier exclu de l'héritage pour raison de différence de religion.

D'autre part, le droit musulman accorde en général à la femme la moitié de ce qu'il accorde à l'homme. Ainsi une fille reçoit la moitié de la part que reçoit son frère, et la femme la moitié de ce que reçoit le mari en cas de précédès.

Si le conjoint musulman a eu son dernier domicile en Suisse, sa succession est régie par le droit suisse. Le problème des normes religieuses ne se pose donc pas. Toutefois, il sera difficile de faire exécuter une décision suisse en ce qui concerne les biens se trouvant dans le pays d'origine du partenaire musulman.

De ce fait, il importe que les conjoints se mettent d'accord pour régler leurs successions, notamment en les soumettant au droit suisse. Mais un tel accord n'a aucune valeur si les deux conjoints se trouvent dans un pays musulman qui applique le droit musulman. Il faudrait donc que la femme négocie l'attribution au conjoint survivant d'un tiers de l'héritage du conjoint qui décède le premier, à titre de legs.

Les normes musulmanes en matière de succession incitent bon nombre de femmes non-musulmanes mariées à des musulmans à devenir musulmanes (pour la forme) afin de ne pas perdre leur part dans l'héritage de leur mari et pour que leurs enfants (en général musulmans) ne soient pas exclus de leur propre héritage.

Chapitre 9. Décès et funérailles

On ne parle pas de la mort quand on se marie! Mais tôt ou tard on s'y trouve confronté. Et lorsque les deux conjoints appartiennent à des religions et cultures différentes, ils y sont doublement confrontés en raison des différences dans les usages relatifs au décès et aux funérailles.

⁴² Ceci est prévu explicitement par l'article 294 du Code de famille koweïtien.

En Suisse⁴³, toute personne a le droit d'être enterrée décemment. Les cimetières sont de la responsabilité des autorités civiles qui veillent au respect des morts et à l'ordre dans le cimetière, notamment en ce qui concerne l'alignement des tombes et leur désaffectation après une certaine période. Ces autorités peuvent tolérer, de la part d'une communauté religieuse, le maintien ou la création d'un cimetière particulier et ne s'en réserver que la surveillance. Enfin, la Suisse permet l'incinération des morts selon les vœux du défunt ou de sa famille⁴⁴.

Dans les pays musulmans, tout comme en Israël, chaque communauté religieuse enterre ses morts dans son propre cimetière. Il est interdit d'y enterrer un membre d'une autre communauté. Les auteurs musulmans classiques et modernes estiment que l'enterrement des non-musulmans avec les musulmans dans le même cimetière porte préjudice à ces derniers.

Lorsque le mari est musulman et la femme non-musulmane, chacun d'eux est enterré dans son propre cimetière. Ainsi, après avoir vécu toute une vie ensemble et partagé le lit conjugal, ils sont séparés après la mort pour des considérations religieuses!

L'enterrement musulman se fait selon des normes particulières, le mort musulman étant mis dans une position face à la Mecque. Il est interdit aux femmes d'accompagner le mort ou d'assister à sa mise en terre, ce qui pose un problème lorsque le défunt n'a laissé que des filles. La désaffectation des tombes et des cimetières n'a lieu que rarement et pour des raisons impérieuses. L'incinération des morts est prohibée.

Les autorités religieuses musulmanes estiment que les musulmans vivant dans les pays non-musulmans doivent être enterrés selon leurs normes religieuses, dans des cimetières qui leur sont propres. Si de tels cimetières n'existent pas, il faudrait transférer le défunt dans le pays musulman le plus proche. Mais en raison des frais d'un tel transfert, ils acceptent, par nécessité, que le musulman soit enterré dans un cimetière non-musulman. S'il faut choisir entre un cimetière chrétien et juif, il faut opter pour le cimetière chrétien. Et s'il faut choisir entre le cimetière juif et païen, il faut opter pour le cimetière juif.

Les musulmans vivant en Suisse demandent avec insistance pour que des cimetières leur soient réservés afin qu'ils soient enterrés selon leurs normes religieuses. Mais rares sont jusqu'ici les communes suisses qui le leur octroient, car aussi les catholiques et les protestants ne disposent plus de cimetières séparés.

Certes, il y a des musulmans qui sont enterrés dans les cimetières communs avec les non-musulmans. Mais la grande majorité, pour des raisons religieuses ou sen-

⁴³ L'article 53 al. 2 de l'ancienne Constitution stipulait: "Le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée puisse être enterrée décemment". La nouvelle Constitution a supprimé cette disposition en estimant qu'elle est recouverte par l'article 7 qui stipule: "La dignité humaine doit être respectée et protégée".

⁴⁴ Sur la question des cimetières en Suisse, voir: Sami Aldeeb: Cimetière musulman en Occident: normes juives, chrétiennes et musulmanes, L'Harmattan, Paris, 2002, 168 pages.

timentales, sont transférés dans leurs pays d'origine pour y être enterrés selon leurs normes. Ceci peut poser des problèmes d'ordre administratif et financier. Il peut donc être opportun de régler ce point également par écrit dans le contrat de mariage et dans son testament, afin d'en prendre conscience et éviter des conflits déchirants lors de la mort d'un être cher. C'est notamment le cas lorsque le conjoint musulman souhaite se faire incinérer, du fait que la communauté musulmane s'oppose à une telle pratique⁴⁵. Si le partenaire musulman souhaite se faire rapatrier le corps, il devrait conclure un contrat auprès d'une compagnie d'assurance ou de pompes funèbres, soit dans son pays d'origine, soit en Suisse.

Conclusion

Le mariage est toujours une aventure, et son succès dépend en premier lieu de la volonté et de la compréhension réciproque des partenaires. Le but de cette brochure est d'attirer l'attention des futurs conjoints dont l'un des partenaires est musulman sur quelques problèmes juridiques et culturels afin que leur décision soit réfléchie et éclairée.

La recherche de la clarté dans les relations étant toujours préférable, prenez tout le temps nécessaire pour parler en toute franchise entre vous avant toute décision! Il y a de nombreux organismes qui peuvent vous aider et vous informer. Nous vous en fournissons ici une liste indicative. Utilisez-la!

Surtout, établissez un contrat devant un notaire avant le mariage. Et si vous n'avez pas pu le faire avant, faites-le après le mariage. Mieux vaut tard que jamais... Ci-joint, vous trouverez un modèle en cinq langues pour un tel contrat.

Quelle que soit votre décision, nous vous souhaitons bon vent et beaucoup de bonheur dans la vie.

⁴⁵ Dans un cas concret survenu en Suisse, la femme chrétienne d'un Marocain qui voulait se faire incinérer a dû céder face aux pressions des musulmans (Le Matin, 7 et 10.3.2001, articles de Jean-A. Luque).

Modèle de contrat de mariage

Ce modèle de contrat devrait être rempli séparément par les deux futurs conjoints qui procèdent ensuite à la comparaison de leurs réponses. Le texte final accepté par les deux doit être signé devant un notaire qui en garde un exemplaire. Biffez ou modifiez les passages qui ne conviennent pas.

1) Célébration du mariage

Après mûre réflexion, les soussignés

M..... Né le.....

Nationalité..... Religion.....

État civil (célibataire, divorcé, veuf)

et

Mme..... Née le.....

Nationalité..... Religion.....

État civil (célibataire, divorcée, veuve)

ont convenu de ce qui suit:

Le mariage a lieu

en Suisse devant l'état civil de

à l'étranger (nom du pays) devant

Le mariage civil est suivi d'une cérémonie religieuse

(spécifier la cérémonie)

ou

Le mariage civil n'est pas suivi d'une cérémonie religieuse.

Leur domicile commun sera (nommer le pays)

La femme garde la nationalité suisse.

Elle garde son nom de famille, (ou) elle adopte le nom de famille de son mari.

2) Liberté religieuse des époux

Chacun des époux entend garder sa religion et s'engage à respecter la liberté de religion et de culte de l'autre, y compris le droit de changer de religion.

Le mari et la femme s'engagent à ne pas imposer l'un à l'autre leurs normes relatives à la nourriture.

3) Fidélité et monogamie

Le mari et la femme se doivent aide et fidélité. Ils attestent qu'ils ne sont pas déjà mariés au moment du mariage. Chacun s'engage à ne pas épouser une autre personne tant que ce mariage est maintenu. En cas de fausse attestation ou de violation de l'engagement mentionné, chacun des deux partenaires acquiert le droit de demander le divorce pour cette raison.

4) Enfants

Le mari et la femme affirment s'être soumis à des examens pré-nuptiaux et s'être mis au courant des résultats de ces examens.

Les enfants seront de religion

Ils seront éduqués dans cette religion. Ils bénéficieront de la liberté religieuse à partir de l'âge de 16 ans, y compris le droit de changer de religion, sans aucune contrainte de la part des parents ou de leurs familles respectives, conformément à l'article 303 alinéa 3 du Code civil suisse.

Les enfants porteront des prénoms européens, chrétiens, musulmans, arabes, neutres. Le choix du prénom sera fait d'entente entre les deux parents (éventuellement indiquer déjà les prénoms).

Les enfants seront baptisés à l'âge de

Ils choisiront librement de se faire circoncire ou exciser dès l'âge de 18 ans s'ils le souhaitent.

Les enfants seront scolarisés dans des écoles publiques, musulmanes, chrétiennes, juives.

Les enfants seront inscrits sur le passeport de leur mère.

Le conjoint musulman ne s'opposera pas au mariage de ses filles avec un non-musulman.

5) Rapports économiques

Le mari et la femme contribuent sur une base d'égalité, chacun selon ses moyens, aux dépenses du ménage et à l'éducation des enfants. Ils décident conjointement des affaires du couple.

Le régime matrimonial est soumis au droit suisse. Le mari et la femme optent pour le régime (nommer le régime)

6) Normes vestimentaires, travail et voyage

Le mari et la femme s'engagent à ne pas s'imposer mutuellement, ni à leurs enfants, des normes islamiques concernant les vêtements, la vie sociale ou l'éducation scolaire et sportive.

La femme décide elle-même de son travail. Elle n'a pas besoin de l'autorisation du mari pour ses voyages et l'obtention des titres de voyages et d'identité pour elle-même et pour ses enfants.

7) Dissolution du mariage par le divorce ou le décès

Le mari et la femme s'engagent à régler leurs conflits à l'amiable. Au cas où l'un des deux souhaiterait mettre fin au mariage, il s'engage à le faire devant le juge et à ne pas faire usage de la répudiation.

Si le mari ou les deux conjoints résident dans un pays qui permet au mari de répudier sa femme, le mari reconnaît de ce fait à sa femme le droit de le répudier aux mêmes conditions que lui.

En cas de divorce, l'attribution des enfants se fera selon la loi suisse et sur décision du juge suisse. Si les enfants sont attribués à la mère, le père s'engage à respecter cette décision et à ne pas les lui retirer, quel que soit leur lieu de résidence. En cas de décès d'un conjoint, les enfants seront attribués au conjoint survivant.

Le partage des biens et les obligations alimentaires entre les époux seront réglés selon le droit suisse, même si le mari ou les deux époux résident dans un pays musulman.

Sauf accord contraire, les biens acquis pendant le mariage par l'un ou l'autre conjoint sont considérés comme propriété commune des deux et seront partagés à égalité.

8) Successions

Le mari et la femme soumettent leurs successions au droit suisse. Ils rejettent toute restriction au droit d'hériter basée sur la religion ou le sexe. Au cas où la succession est ouverte à l'étranger, partiellement ou totalement, et que le juge étranger refuse d'appliquer le droit suisse, chaque conjoint reconnaît d'avance au conjoint survivant le droit au tiers de son héritage net après liquidation du régime matrimonial.

9) Décès et funérailles

Mentionner ici l'accord auquel sont arrivés les deux conjoints concernant les funérailles: enterrement dans un cimetière laïc, enterrement dans un cimetière religieux, transfert du corps dans le pays d'origine, incinération, etc.

10) Modification du présent contrat

Le mari et la femme s'engagent à respecter les clauses de ce contrat de bonne foi. Le présent contrat ne peut être modifié qu'avec le consentement libre des deux conjoints, devant un notaire.

Nom du mari

Sa signature lieu et date

Nom de sa femme

Sa signature lieu et date

Nom du 1er témoin et son adresse

Sa signature lieu et date

Nom du 2ème témoin et son adresse

Sa signature lieu et date

Nom du notaire et son adresse

Sa signature lieu et date

P.S.: Au cas où les époux décident de procéder à une cérémonie religieuse musulmane en Suisse après le mariage civil ou de conclure un mariage religieux ou consulaire à l'étranger, il est indispensable de mentionner expressément dans le document établi à la suite de la cérémonie ou du mariage:

- que le contrat de mariage signé devant notaire par les deux conjoints en fait partie intégrante et
- qu'en cas de contradiction entre les deux, ce contrat doit l'emporter sur le document établi par l'autorité religieuse ou consulaire.

Muster-Ehevertrag

Der Mustervertrag sollte durch die künftigen Ehepartner separat ausgefüllt werden, bevor sie die Antworten miteinander vergleichen. Der definitive Text, mit dem beide Partner einverstanden sind, ist vor einem Notar zu unterzeichnen. Ein Exemplar bleibt beim Notar. Nichtzutreffendes ist zu streichen oder abzuändern.

1) Trauung

Nach reiflicher Überlegung haben die Unterzeichnenden

Herr Geboren am

Nationalität Religion

Zivilstand (ledig, geschieden, verwitwet)

und

Frau Geboren am

Nationalität Religion

Zivilstand: ledig, geschieden, verwitwet

sich entschlossen:

die Ehe einzugehen

in der Schweiz vor dem Zivilstandsamt in

im Ausland (Name des Landes) vor

Anschliessend an die zivile Eheschliessung folgt eine religiöse Zeremonie (Art der Zeremonie)

oder

Der Ziviltrauung folgt keine religiöse Zeremonie.

Gemeinsamer Wohnsitz wird sein

(hier ist das Land einzusetzen)

Die Frau behält das schweizerische Bürgerrecht.

Sie behält ihren Familiennamen, (oder) sie nimmt den Namen ihres Mannes an.

2) Religionsfreiheit der Ehegatten

Jeder Ehegatte beabsichtigt, seine eigene Religion beizubehalten und verpflichtet sich, die Freiheit des anderen zum Glauben und zum Gottesdienstbesuch zu respektieren, einschliesslich seines Rechtes, die Religion zu wechseln.

Mann und Frau verpflichten sich, ihre Nahrungsvorschriften dem Partner nicht aufzuzwingen.

3) Treue und Monogamie

Mann und Frau schulden sich gegenseitig Unterstützung und Treue. Sie bezeugen, dass sie im Zeitpunkt der Eheschliessung nicht bereits verheiratet sind. Jeder verpflichtet sich, keine andere Person zu heiraten, solange diese eheliche Verbindung aufrechterhalten bleibt. Im Falle falscher Angaben oder bei Nichteinhalten der hiervor erwähnten Verpflichtungen ist jeder Partner berechtigt, allein aus diesem Grunde die Scheidung zu verlangen.

4) Kinder

Mann und Frau bestätigen, dass sie sich vorehelich medizinisch haben untersuchen lassen und den Partner über das Ergebnis dieser Untersuchungen informiert haben.

Die Kinder werden folgender Religion zugehören

Sie werden in dieser Religion erzogen werden. Ab ihrem 16. Lebensjahr haben sie in Übereinstimmung mit Artikel 303 Absatz 3 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches das Recht, über ihre Religionszugehörigkeit oder einen Religionswechsel selbständig und frei, ohne jeden Druck seitens der Eltern oder ihrer Familien, zu entscheiden.

Die Kinder werden europäische, christliche, muslimische, arabische, neutrale Vornamen tragen. Der Vorname wird einvernehmlich durch die Eltern bestimmt (ev. bereits die Vornamen wählen).

Die Kinder werden im Alter von Jahren getauft werden.

Nach dem vollendeten 18. Lebensjahr werden sie frei wählen können, ob sie sich beschneiden lassen möchten oder nicht.

Die Kinder werden staatliche, muslimische, christliche, jüdische Schulen besuchen.

Die Kinder werden im Pass ihrer Mutter eingetragen.

Der muslimische Partner wird sich der Heirat seiner Töchter mit einem Nichtmuslim nicht widersetzen.

5) Wirtschaftliche Beziehungen

Mann und Frau tragen beide in gleicher Weise, jeder entsprechend seinen Mitteln, zu den Kosten für die Haushaltsführung und die Erziehung der Kinder bei. Sie entscheiden gemeinsam über Geschäfte, die das Paar angehen.

Der Güterstand untersteht dem schweizerischen Recht. Der Mann und die Frau wählen folgenden Güterstand (Name des Güterstands).....

6) Kleidervorschriften, berufliche Tätigkeit, Reisen

Die Ehegatten verpflichten sich, weder dem Ehepartner noch den Kindern muslimische Normen bezüglich der Kleidung, des gesellschaftlichen Lebens oder der schulischen und sportlichen Erziehung aufzuzwingen.

Die Frau entscheidet allein über ihre berufliche Tätigkeit. Sie benötigt keine Bewilligung ihres Ehemanns, um Reisen zu unternehmen oder Reise- und Ausweispapiere für sich selbst und ihre Kinder zu erhalten.

Il domicilio comune degli sposi sarà (indicare il paese).....

La donna conserva la nazionalità svizzera.

Ella conserva il suo cognome, (ovvero) adotta il cognome del marito.

2) Libertà religiosa di sposi

Ciascun coniuge intende conservare la sua religione e si impegna a rispettare la religione e il culto dell'altro, compreso il diritto di cambiare religione.

Il marito e la moglie si impegnano a non imporsi reciprocamente i principi da essi seguiti in materia di alimentazione.

3) Fedeltà e monogamia

Il marito e la moglie si devono reciprocamente aiuto e fedeltà. Essi dichiarano di non essere, al momento del matrimonio, uniti da altro matrimonio. Ciascuno si impegna a non unirsi in matrimonio ad altra persona fino a quando sussiste il presente matrimonio. In caso di dichiarazione falsa o di violazione del suddetto impegno, ciascuno dei due acquisisce il diritto di chiedere il divorzio per questo motivo.

4) Prole

Il marito e la moglie dichiarano di essersi sottoposti ad esami prenuziali e di esserci reciprocamente informati dei relativi risultati.

I figli saranno di religione.....

Essi saranno allevati nel rispetto di tale religione. Essi acquisteranno la libertà religiosa, compreso il diritto di cambiare religione, a partire dai 16 anni di età, senza alcuna costrizione da parte dei genitori o delle rispettive famiglie, conformemente all'articolo 303, co. 2, del Codice civile svizzero.

I figli porteranno nomi europei, cristiani, musulmani, arabi, neutri. La scelta del nome sarà compiuta d'intesa fra i due genitori (indicare eventualmente i nomi).

I figli saranno battezzati all'età di.....

Essi potranno scegliere liberamente, se lo desiderano, di farsi circoncidere od escidere a partire dall'età di 18 anni.

I figli frequenteranno scuole pubbliche, musulmane, cristiane, ebrae.

I figli saranno registrati sul passaporto della madre.

Il coniuge musulmano non si opporrà al matrimonio delle sue figlie con un non-musulmano.

5) Rapporti patrimoniali

Il marito e la moglie contribuiscono in misura eguale, ciascuno proporzionatamente ai suoi mezzi, alle spese della famiglia e alla educazione dei figli. Essi decidono di comune accordo gli affari relativi alla coppia.

Il regime matrimoniale è sottoposto alla legge svizzera. Marito e moglie scelgono il regime (indicare il regime).....

6) Norme relative all'abbigliamento, al lavoro, ai viaggi

Il marito e la moglie s'impegnano a non imporsi reciprocamente, né ad imporre ai figli, i principi musulmani relativi all'abbigliamento o alla vita sociale e all'educazione scolastica e sportiva.

La donna assume da sé le decisioni circa il suo lavoro. Non ha bisogno dell'autorizzazione del marito per viaggiare né per ottenere passaporto o documento di identificazione, per sé e per i figli.

7) Scioglimento del matrimonio per divorzio o decesso

Il marito e la moglie s'impegnano a risolvere amichevolmente i conflitti che abbiano ad insorgere fra di loro. Nell'ipotesi in cui uno dei due desideri sciogliere il matrimonio, si impegna a farlo davanti al giudice e a non fare uso del ripudio.

Se il marito o i due sposi risiedono in un paese che permette al marito di ripudiare la moglie, il marito riconosce per ciò stesso alla moglie il diritto di ripudiarlo alle stesse condizioni.

In caso di divorzio, l'assegnazione dei figli avrà luogo sulla base di una decisione del giudice svizzero presa in conformità alla legge svizzera. Se i figli sono assegnati alla madre, il padre si impegna a rispettare tale decisione e non sottrarglieli, quale che sia il luogo della loro residenza. In caso di decesso di uno dei coniugi, i figli saranno assegnati al coniuge superstite.

La divisione dei beni e gli obblighi alimentari tra i coniugi sono regolati dal diritto svizzero, anche se il marito o i due sposi risiedono in un paese musulmano.

Salvo accordo contrario, i beni acquisiti durante il matrimonio dall'uno o dall'altro coniuge sono considerati di proprietà comune di entrambi e dovranno essere divisi in parti uguali.

8) Successioni

Il marito e la moglie sottopongono la loro successione al diritto svizzero. Essi rigettano qualsiasi limitazione del diritto di succedere fondato sulla religione o sul sesso. Nel caso in cui la successione si sia aperta all'estero, parzialmente o totalmente, e il giudice straniero rifiuti di applicare il diritto svizzero, ciascun coniuge riconosce sin d'ora al coniuge superstite il diritto ad un terzo del valore netto della sua eredità dopo la liquidazione del regime matrimoniale.

9) Decesso e cerimonia funebre

Indicare qui l'accordo al quale sono pervenuti i due coniugi riguardo ai funerali: sepoltura in un cimitero laico, in un cimitero religioso, rimpatrio della salma nel paese di origine, incenerimento, ecc.

10) Modifica del contratto

Il marito e la moglie s'impegnano ad osservare in buona fede i termini del presente contratto. Il presente contratto non può essere modificato se non con il consenso dei due sposi, liberamente manifestato di fronte ad un notaio.

Nome del marito

The civil ceremony shall be followed by a religious ceremony (specify the ceremony).....

or

The civil ceremony shall not be followed by a religious ceremony.

Their common domicile will be (name the country).....

The wife keeps her Swiss nationality.

She will retain her family name, (or) she will adopt the family name of her husband.

2) Religious freedom of spouses

Each spouse will retain his or her current religion and undertakes to respect the freedom of religion and worship of the other spouse, including the right to change religion.

Each of the spouses undertakes to refrain from imposing his or her dietary norms upon the other.

3) Fidelity and monogamy

The husband and the wife owe each other support and fidelity. Each of them attests that he or she is not married to another person at the time of entering into the present marriage. Each of them undertakes not to marry another person for so long as the present marriage continues. In case of a false attestation or violation of this undertaking by either spouse, the other spouse shall have the right to apply for a divorce on this ground.

4) Children

The husband and the wife affirm that they have submitted to premarital examinations and have informed each other of the results of these examinations.

The children's religion will be.....

They will be educated in this religion. They will have the benefit of religious freedom when they attain the age of sixteen years, including the right to change religion, without constraint on the part of either parent or of their respective families, in conformity with article 303, paragraph 3 of the Swiss Civil Code.

The children will bear European, Christian, Muslim, Arabic, neutral first names. The choice of the first name will be made by agreement between the two parents (any mutually acceptable first names of boys or girls may be mentioned here:).

Each of the children will be baptised at the age of.....

The children will be free to choose to be circumcised or excised when they attain the age of eighteen years, if they so desire.

The children will be educated in public, Muslim, Christian, Jewish schools.

Each of the children will be included on his or her mother's passport.

The Muslim spouse will not oppose any marriage of his or her daughters with a non-Muslim.

5) Economic relations

Each of the spouses shall contribute on the basis of equality, each according to his or her respective means, to the expenses of the household and to the education of the children. They shall jointly decide all matters affecting the couple.

Their matrimonial property rights shall be governed by Swiss law. The spouses hereby opt for the (please name the chosen matrimonial property relationship).....

6) Sartorial norms, work and travel

The husband and the wife each undertake not to impose Islamic norms concerning clothing, social life, or education (including physical education), upon one another or upon their children.

The wife will determine her own occupational activities. She shall not require the husband's authorization in order to travel or to obtain transportation tickets and identity documents for herself and for her children.

7) Dissolution of the marriage

The husband and the wife undertake to resolve their differences amicably. In the event that either spouse should wish to terminate the marriage, he/she undertakes to initiate judicial proceedings and not to resort to repudiation.

If the husband or both of the spouses are resident in a jurisdiction which allows the husband to repudiate his wife, the husband hereby accords his wife the right to repudiate him under the same conditions.

In case of divorce, the custody of any children of the marriage will be determined according to Swiss law and by order of a Swiss court. If children are assigned to the mother, the father undertakes to respect that decision and not to take them away from her, whatever is their place of residence. In case of the death of either spouse, custody of the children will be held by the surviving spouse.

The distribution of assets and payment of any maintenance between the spouses will be determined according to Swiss law, even if the husband or both of the spouses reside in a Muslim country.

Assets acquired during the marriage by one or other of the spouses shall be considered as common property of the two spouses and shall be shared equally, unless the two spouses have decided otherwise.

8) Inheritance

The husband and the wife hereby choose Swiss law to govern their successions. They reject any restriction upon the right to inherit which is based on religion or sex. For the event that the succession is administered abroad, partially or completely, and that the relevant foreign legal system prevents the application of Swiss law, each of the spouses hereby makes an advance testamentary allocation to the surviv-

de nacionalidad de religión

Estado civil (soltero, divorciado, viudo)

y

Sra..... nacida el

de nacionalidad de religión

Estado civil (soltero, divorciado, viudo)

han convenido lo que sigue:

El casamiento tiene lugar

En Suiza delante del estado civil

en el extranjero (nombre del país) delante de

El casamiento civil es seguido de una ceremonia religiosa (especificar)

ó

El casamiento civil no es seguido de una ceremonia religiosa

Su domicilio común será (nombrar el país)

La mujer conservará la nacionalidad suiza

Conserva su apellido de soltera (ó) adopta el apellido del marido.

2) Libertad religiosa de los esposos

Cada uno de los esposos pretende conservar su religión y se compromete a respetar la libertad de religión y de culto del otro, incluido el derecho de cambiar de religión.

El marido y la mujer se comprometen a no imponerse normas relativas al alimento.

3) Fidelidad y monogamia

El marido y la mujer se deben ayuda y fidelidad. Ellos confirman que no están casados en el momento del casamiento. Cada cual se compromete a no casarse con otra persona mientras este matrimonio esté en vigencia. En caso de falsa declaración o de violación del compromiso mencionado, cada uno de los esposos adquiere el derecho de solicitar el divorcio por esta razón.

4) Hijos

El marido y la mujer afirman someterse al examen prenupcial y estar al corriente de esos resultados.

Los hijos serán de religión

Se educarán en esta religión. Tendrán el beneficio de la libertad religiosa a partir de los 16 años de edad, incluso el derecho de cambiar de religión, sin ninguna traba de parte de sus padres o de las respectivas familias, conforme el artículo 303, alinea 3 el Código civil suizo.

Los niños llevarán nombres europeos, cristianos, musulmanes, árabes, neutros. La elección del nombre será de común acuerdo de los padres (eventualmente, indicar ya los nombres)

Los niños serán bautizados a la edad de

Escogerán libremente ser circuncidados o escindidos a la edad de 18 años, si así lo desean.

Los niños serán escolarizados en escuelas públicas, musulmanas, cristianas, judías.

Los niños estarán inscriptos en el pasaporte de su madre.

5) Relaciones económicas

El marido y la mujer contribuyen sobre la base de la igualdad, según sus medios, en los gastos del hogar y la educación de los niños. Deciden conjuntamente los asuntos de la pareja.

El régimen matrimonial está sometido al derecho suizo. El marido y la mujer optan por el régimen (nombrarlo)

6) Normas de vestimentas, trabajo y viaje

El marido y la mujer se comprometen a no imponerse mutuamente, ni a sus niños, normas islámicas de vestimenta, de vida social o de educación escolar y deportiva.

La mujer decide por sí misma su trabajo. No necesita autorización del marido para sus viajes, ni para la obtención de los permisos de viajes para ella misma y para sus hijos.

7) Disolución del casamiento por divorcio o muerte

El marido y la mujer se comprometen a arreglar sus conflictos de manera amigable. En caso de que uno de los dos desee poner fin al matrimonio, se compromete a hacerlo delante del juez y a no usar la repudiación.

Si el marido o ambos cónyuges viven en un país que permite al marido repudiar a su mujer, el marido le concede a la mujer el mismo derecho, sobre él.

En caso de divorcio, la atribución de los niños se hará según la ley suiza y sobre la decisión del juez suizo. Si los niños se los dan a la madre, el padre se compromete a respetar esta decisión y a no quitárselos por razones religiosas, sea cual fuere su lugar de residencia. En caso de muerte de uno de los cónyuges, los niños serán atribuidos al cónyuge sobreviviente.

El reparto de bienes y obligaciones alimentarias entre los esposos estarán arreglados según el derecho suizo, incluso si el marido o los dos esposos residen en un país musulmán.

En todos los casos, los bienes adquiridos durante el casamiento serán considerados como propiedad común de los dos y serán repartidos en partes iguales.

8) Sucesiones

El marido y la mujer someten su sucesión al derecho suizo. Rechazan toda restricción de heredar, basada en el sexo o la religión. En caso de que la sucesión se abran en el extranjero, y que el juez extranjero rechace aplicar el derecho suizo,

cada cónyuge reconoce, de antemano, al cónyuge sobreviviente el derecho a un tercio de su herencia neta, luego de la liquidación del régimen matrimonial.

9) Muerte y funerales

Mencionar aquí el acuerdo al que llegan los cónyuges concerniente a los funerales: entierro en el cementerio laico, entierro en un cementerio religioso, repatriación de los restos al país de origen, inhumación, etc.

10) Modificación del presente contrato

El marido y la mujer se comprometen con respetar las cláusulas de este contrato de buena fe. EL presente contrato no puede ser modificado que con el consentimiento libre de ambos cónyuges, delante de escribano.

Nombre del marido

Firma lugar y fecha

Nombre de la esposa

Firma lugar y fecha

1er testigo y dirección

Firma lugar y fecha

2do testigo y dirección

Firma lugar y fecha

Escribano y dirección

Firma lugar y fecha

PS. En caso de que los esposos decidan proceder a una ceremonia religiosa musulmana en Suiza, luego del casamiento civil o de concluir el casamiento religioso o consular en el extranjero, es indispensable mencionar expresamente en el documento establecido, luego de la ceremonia del matrimonio:

- que el contrato de casamiento firmado ante escribano pos ambos cónyuges forma parte de él y
- que en caso de contradicción entre ambos, el presente contrato lo conlleva sobre el documento establecido por la autoridad religiosa o consular.

نموذج عقد زواج

على الطرفين تعبئة هذا النموذج كل من جهته ثم مقارنة أوجوبتهما. كما يجب إمضاء النص النهائي المتفق عليه من الطرفين أمام كاتب عدل الذي يحتفظ بنسخة منه. الرجاء شطب أو تغيير ما هو غير ملائم.

1) مراسيم الزواج

بعد تفكير ناضج قرر الموقعان

السيد المولود في

جنسيته ديانته

الحالة المدنية (أعزب، مطلق، أرمل)

و

السيدة المولودة في
جنسيتها ديانتها
الحالة المدنية (عزباء، مطلقة، أرملة)

ما يلي

تتم مراسيم الزواج في

سويسرا أمام مكتب الحالة المدنية
في الخارج (ذكر البلد) أمام

سوف تتبع مراسيم الزواج المدني مراسيم دينية (ذكر نوعية المراسيم)
أو

لن تتبع مراسيم الزواج المدني مراسيم دينية.

سوف يكون مسكنهما المشترك في (ذكر البلد)

تحفظ الزوجة بجنسيتها السويسرية.

تحفظ الزوجة باسمها العائلي، (أو) تأخذ اسم زوجها العائلي.

(2) الحرية الدينية للزوجين

يحفظ كل من الزوجين ديانته ويتعهد باحترام ديانة الطرف الآخر وحقه في العبادة، بما في ذلك الحق في تغيير ديانته.

يتعهد كل من الزوجين بعدم فرض عاداته الغذائية على الطرف الآخر.

(3) الأمانة وعدم تعدد الزوجات

يتعهد كل من الزوجين التعاون والأمانة نحو الطرف الآخر. ويقران بأنهما غير مرتبطين بزواج آخر وقت مراسيم الزواج. ويتعهد كل منهما بعدم عقد زواج آخر ما دام هذا الزواج قائم. في حال إقرار كاذب أو عدم احترام هذا التعهد، لكل من الزوجين الحق في طلب الطلاق لهذا السبب.

(4) الأولاد

يقر كل من الزوجين بأنهما قاما بالفحوصات الطبية قبل الزواج وأنهما أطلعا الطرف الآخر على نتائج هذه الفحوصات.

ينتمي الأولاد للديانة

سوف يتم تربية أولادهما وفقاً لهذه الديانة ويتمتع الأولاد بالحرية الدينية عند بلوغهم سن السادسة عشرة، بما في ذلك حق تغيير ديانتهم، دون أي ضغط من طرف الوالدين أو عائلتيهما، وذلك وفقاً للفقرة الثالثة من المادة 303 من القانون المدني السويسري.

يحمل الأطفال أسماء أوروبية، مسيحية، إسلامية، عربية، محايدة. يتم اختيار الأسماء بموافقة الوالدين (ذكر بعض الأسماء للبنين والبنات).

سوف يتم تعميم الأولاد في سن

يختار الأولاد بكل حرية الختان عند بلوغهم سن الثامنة عشرة إذا أرادوا ذلك.

يلتحق الأولاد بالمدارس العامة، الإسلامية، المسيحية، اليهودية.

يتم تسجيل الأولاد في جواز الأم.

لن يعترض الطرف المسلم على زواج بناته من غير مسلمين.

5) العلاقات المالية

يشارك كل من الزوجين على قدم المساواة وفقاً لإمكانيات كل منهما في مصارف البيت وتربية الأولاد. ويتخذان معاً القرارات بخصوص شئونهما.

يخضع النظام المالي للقانون السويسري. ويختار الزوجان نظام (ذكر النظام المالي).....

6) نظام الملابس والعمل والسفر

يتعهد كل من الزوجين بعدم فرض نظام الملابس الإسلامية على بعضهما أو على أولادهما أو النظام الاجتماعي الإسلامي بخصوص تربية الأولاد أو الرياضة.

تقرر الزوجة بنفسها مجال عملها ولا تحتاج إلى إذن زوجها للسفر أو للحصول على وثائق السفر أو الوثائق الشخصية فيما يخصها ويخص أولادها.

7) انحلال الزواج من خلال الطلاق أو الوفاة

يتعهد كل من الزوجين حل مشاكلهما بالوسائل الودية. وإذا أراد أحد الزوجين إنهاء الزواج فإنه يتعهد القيام بذلك أمام المحكمة وليس بواسطة نظام الطلاق الإسلامي.

إذا كان الزوج أو كل من الزوجين في بلد يسمح للزوج تطليق زوجته بواسطة نظام الطلاق الإسلامي، فإن الزوج يقر لزوجه بحق تطليقه بنفس الشروط التي تنطبق عليه.

في حالة الطلاق، يتم تقرير منح الأولاد وفقاً للقانون السويسري وفقاً لقرار المحكمة السويسرية. وإذا تم منح الأولاد للأم، يتعهد الزوج باحترام هذا القرار وعدم حرمانها من أطفالها مهما كان مكان إقامتهما. وفي حالة وفاة أحد الزوجين، يمنح الأولاد للزوج الآخر.

يتم تقسيم الأموال وواجبات الإعالة بين الزوجين وفقاً للقانون السويسري حتى وإن كانت إقامة الزوج أو الزوجين في بلد مسلم.

في حال عدم الاتفاق على عكس ذلك، تعتبر الأموال التي اكتسبها الزوجان خلال الزوجة ملكاً مشتركاً لهما ويتم تقسيمها بالتساوي.

8) الميراث

يخضع ميراث الزوج والزوجة للقانون السويسري ويفرضان كل انتقاص في الإرث بسبب الدين أو الجنس. وإذا تم فتح الميراث خارج سويسرا، كاملاً أو جزئياً، ورفضت المحكمة تطبيق القانون السويسري، فإن كل من الزوجين يقر للزوج الآخر بثلاث ميراثه بعد تصفية النظام المالي.

9) الوفاة والدفن

أذكر هنا اتفاق الزوجين بخصوص الدفن: في مقبرة علمانية، في مقبرة دينية، نقل الجثة لبلد الأصل، الحرق، الخ.

10) تعديل هذا العقد

يتعهد كل من الزوجين احترام ما جاء في هذا العقد بحسن نية. ولا يمكن تغيير هذا العقد إلا بموافقة الزوجين وبصورة حرة أمام كاتب عدل.

اسم الزوج

إمضاؤه المكان والتاريخ.....

اسم الزوجة

إمضاؤها المكان والتاريخ.....

اسم الشاهد الأول

إمضاؤه المكان والتاريخ.....

اسم الشاهد الثاني

إمضاؤهالمكان والتاريخ.....

اسم كاتب العدل

إمضاؤهالمكان والتاريخ.....

ملاحظة هامة: إذا قرر الزوجان القيام بمراسيم دينية إسلامية في سويسرا بعد المراسيم المدنية أو عقد زواج ديني أو قنصلي في الخارج، لا بد من التوضيح في الوثيقة التي يتم وضعها بعد تلك المراسيم أو ذاك الزواج:

- بأن عقد الزواج الذي تم التوقيع عليه أمام كاتب العدل هو جزء لا يتجزأ من تلك الوثيقة.
- وأنه في حالة تناقض بين الوثيقة وهذا العقد فإن لهذا العقد الأولوية على الوثيقة التي تم وضعها أمام السلطة الدينية أو القنصلية.

Adresses d'organismes de consultation

L'article 171 du Code civil suisse dit: "Les cantons veillent à ce que les conjoints puissent dans les difficultés de leur vie d'époux s'adresser, ensemble ou séparément, à des offices de consultation conjugale ou familiale".

Nous donnons ici une liste indicative d'organismes (adresses et numéros de téléphone et de fax sujets à modification) pouvant être consultés, non seulement lorsque le couple a des difficultés pendant le mariage, mais aussi avant le mariage. En ce qui concerne les questions religieuses, il est aussi possible de se renseigner auprès des centres de préparation au mariage des paroisses des couples en question. Ces paroisses prévoient parfois des rencontres de préparation pour le mariage. Les intéressés peuvent aussi s'adresser à la Fondation culturelle islamique (ch. Colladon 34, Petit-Saconnex, 1209 Genève, tél. 022/ 798 37 11, fax 022/7984938) pour avoir l'adresse du centre islamique le plus proche de leur lieu de résidence.

Certains de ces organismes sont rattachés à des églises, d'autres, sont laïcs. Les uns prévoient le paiement d'honoraires ou une participation financière, d'autres assistent à titre gratuit. Mais dans tous les cas, un bon conseil même payant revient toujours moins cher qu'un problème ultérieur. Les intéressés peuvent s'adresser au Centre de droit arabe et musulman (www.sami-aldeeb.com) pour plus amples renseignements au sujet du pays du partenaire musulman.

- Bâle: Beratungsstelle für Frauen der Evang.-ref. Kirche, Maiengasse 64, 4009 Bâle, tél. 061/3828729.
- Bâle: Beratungsstelle für Frauen, Kath. Frauenbund, Birmanngasse 34, 4055 Bâle, tél. 061/2723539.
- Bâle: COMPAGNA Sektion Basel-Stadt. Beratungsstelle für Binationale Paare und Familien, Steinengraben 69, 4051 Bâle, tél. 061/2713349.
- Bâle: IG Binational, Verein binationaler Partnerschaften und Familien, Postfach, 8021 Zürich, 01/3226777. (Pour l'adresse à Bâle, prière de contacter le groupe zurichois)
- Bâle: IRAS, Heidi Rudolf, St-Katharinawerk, Holeestr. 123, 4054 Bâle, tél. 061/3072250.
- Bellinzona: Consultorio familiare, Viale Motta 3a, 6500 Bellinzona, tél. 091/8262144.
- Berne: Auskunftsstelle "Ehen mit Ausländern", Beratungstelle frabina, Schweizerischer Evangelischer Verband Frauenhilfe, Sektion Bern, Laupenstrasse 2, 3008 Berne, tél. 031/3812701.
- Berne: Commission fédérale des étrangers, Monbijoustrasse 49, 3003 Berne, tél. 031/3259116.
- Berne: IG Binational, Verein binationaler Partnerschaften und Familien, Postfach, 8021 Zürich, tél. 01/3226777 (Pour l'adresse à Berne, prière de contacter le groupe zurichois)

- Berne: Schweizerische Stiftung Zämeläbe, Waffenweg 15, 3014 Berne, tél. 031/3301010.
- Berne: Secrétariat des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3000 Berne 16, tél. 031/3516100.
- Bex: Consultations conjugales Profa, av. de la Gare 14, 1880 Bex, tél. 021/4630363.
- Chaux-de-Fonds: Centre social protestant, Consultation conjugale, juridique et sociale, Rue du Temple-Allemand 23, 2300 Chaux-de-Fonds, tél. 032/9683731.
- Chaux-de-Fonds: Service de consultations conjugales, Rue du Collège 9, 2300 Chaux-de-Fonds, tél. 032/9197519.
- Chavannes: Centre de préparation au mariage, M. et Mme Claude et Anne-Marie Médico, Rue centrale 30, 1022 Chavannes, tél. 021/6346230.
- Delémont: Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique, Ch. de Bellevoie 8, 2800 Delémont, tél. 032/4225429.
- Echarlens: Centre de préparation au mariage, M. l'Abbé Gaston Thiémard, Au village, 1646 Echarlens, tél. 026/9152078.
- Fribourg: Service de consultation conjugale, R. Romont 14, 1700 Fribourg, tél. 026/3225477.
- Genève: Centre d'information familiale et de régulation des naissances (CIFERN), 47 Boulevard de la Cluse, 1205 Genève, tél. 022/3210191, fax 022/3210221.
- Genève: Centre social protestant, consultation conjugale, familiale, juridique et sociale, 14 Rue du Village-Suisse, 1211 Genève 8, tél. 022/8070700, fax 022/8070701.
- Genève: Couple et famille: Consultation au service du couple et de la famille, 12 Adrien Lachenal, 1207 Genève, tél. 022/7361455, fax 022/7360821.
- Genève: Ecole des parents, Rue de la Servette 91, 1202 Genève, tél. 022/7331200.
- Genève: F-Information: dialogue, orientation, documentation pour les femmes et leur famille, Rue de la Servette 19, Case postale 125, 1211 Genève 7, tél. 022/7403100, fax 022/7403144.
- Genève: Fondation suisse du Service social international, Branche suisse, Rue Alfred-Vincent 10, 1201 Genève, tél. 022/7316700, fax 022/7316765.
- Genève: Office protestant de consultation conjugale et familiale, 10 R. de la Madeleine, 1204 Genève, tél. 022/3118211, fax 022/3122979.
- Grison: IG Binational, Verein binationaler Partnerschaften und Familien, Postfach, 8021 Zürich, 01/3226777 (Pour l'adresse en Grison, prière de contacter le groupe zurichois).

- Langnau: IG Binational, Verein binationaler Partnerschaften und Familien, Postfach, 8021 Zürich, 01/3226777. (Pour l'adresse à Langnau, prière de contacter le groupe zurichois)
- Lausanne: Appartenances, chemin des Terreaux, C.P. 52, 1000 Lausanne 9, tél. 021/3411250, fax 021/3411252.
- Lausanne: Bureau Information Femmes, Av. Eglantine 6, Lausanne, tél. 021/3200404.
- Lausanne: Caritas Vaud, Secrétariat et service social, rue Dr César-Roux 8, Case postale 237, 1000 Lausanne 17, tél. 021/3203461, fax 021/3203401.
- Lausanne: Centre social protestant, Consultation conjugale, juridique et sociale, Rue Beau-Séjour 28, 1003 Lausanne, tél. 021/3205681.
- Lausanne: Institut suisse de droit comparé, Dorigny, 1015 Lausanne, tél. 021/6924911, fax 021/6924949.
- Lausanne: Profa, consultation conjugale, Av. Georgette 1, 1005 Lausanne, tél. 021/3122458, fax 021/3122654.
- Locarno: Centro studi coppia & famiglia, Via S. Francesco 4, 6600 Locarno, tél. 091/7522928.
- Lucerne: Migratio Kommission der Schweizer Bischofskonferenz, Neustadtstr. 7, 6003 Lucerne, tél. 041/2100347.
- Lugano: Comunità familiare, Via Trevano 13, 6900 Lugano, tél. 091/9233094.
- Martigny: Centre SIPE, consultation conjugale, planning familial, centre de grossesse, éducation sexuelle, Avenue de la Gare 38, 1920 Martigny, tél. 027/7228717.
- Mendrisio-Borgo: Centro coppia & familia, Palazzo Pollini, 6850 Mendrisio-Borgo, tél. 091/6460414.
- Le Mont-Pélerin: Centres de préparation au mariage de la suisse romande, M. et Mme Françoise et Walter Coninckx, route de Baumaroché 38A, 1801 Le Mont-Pélerin (vous pouvez obtenir à cette adresse les noms des centres oeuvrant en Suisse romande).
- Monthey: Consultation conjugale, Centre SIPE, rue du Fay 2B, 1870 Monthey, tél. 024/ 471 00 13, fax 024/4710014.
- Montreux: Administration communale de Montreux, consultation conjugale, Avenue des Alpes 18, 1820 Montreux, tél. 021/9627830.
- Morges: Consultations conjugales Profa, Rue Couvaloup 10, 1110 Morges, tél. 021/8033838.
- Moutier: Centre social protestant Berne-Jura, Consultation conjugale, juridique, sociale et familiale, Rue centrale 59, 2740 Moutier, tél. 032/4933221.
- Neuchâtel: Centre social protestant, Rue des Parcs 11, 2000 Neuchâtel, tél. 032/7251155.

- Neuchâtel: Service de consultations conjugales, rue Pourtalès 1, 2000 Neuchâtel, tél. 032/919 75 19.
- Nyon: Consultations conjugales Profa, Rue Juste-Olivier 7, 1260 Nyon, tél. 022/3621474.
- Payerne: Eglise Evangélique Réformée, Maison de paroisse, Consultation conjugale, juridique et sociale, Rue des Rammes 11, 1530 Payerne, tél. 026/6601530.
- Porrentruy: Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique, Rue Thurmann 6, 2800 Porrentruy, tél. 032/4225429.
- Saignelégier: Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique, Rue de la Gruyère 6, 2350 Saignelégier, tél. 032/4225429.
- Sierre: Centre SIPE, consultation conjugale et planning familial, Place de la gare 10, 3960 Sierre, tél. 027/4565453.
- Sion: Centre SIPE, consultation conjugale et planning familial, Rue des Remparts 6, 1950 Sion, tél. 027/3229244.
- St-Gall: Auskunftsstelle "Ehen mit Ausländern", Beratungsstelle und Sozialdienst für Frauen und Familien, Frongartenstrasse 16, 9000 St-Gall, 071/2280980.
- St-Gall: IG Binational, Verein binationaler Partnerschaften und Familien, Postfach, 8021 Zürich, 01/3226777. (Pour l'adresse à St-Gall, prière de contacter le groupe zurichois)
- Tavannes: Service de consultation conjugale et familiale de l'Église catholique, Rue de Tramelan 10, 2710 Tavannes, tél. 032/4812380.
- Vevey: Pro Familia, consultation conjugale, Centre Panorama, Rue du Clos 9, 1800 Vevey, tél. 021/9255319.
- Yverdon: Centre social régional Yverdon-Grandson, Consultation conjugale, juridique et sociale, 1400 Yverdon, tél. 024/4236900.
- Zurich: Auskunftsstelle "Ehen mit Ausländern", Abteilung des Kirchlichen Sozialdienstes, Klosbachstrasse 51, 8032 Zurich, tél. 01/2685010.
- Zurich: FIZ Fraueninformationszentrum, Badenerstr. 134, 8004 Zurich, tél. 01/2404422, fax 01/2404423.
- Zurich: IG Binational, Verein binationaler Partnerschaften und Familien, Postfach, 8021 Zürich, 01/3226777.

Bibliographie succincte

- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: Les Musulmans en Occident entre droits et devoirs, L'Harmattan, Paris, 2002, 296 pages.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: Les musulmans face aux droits de l'homme: religion, droit et politique, Editeur: Winkler, P.O.B. 102665, 44726 Bochum, Allemagne, 1994, 610 pages.
- Aldeeb, Sami et Bonomi, Andrea (éd.): Le droit musulman de la famille et des successions à l'épreuve des ordres juridiques occidentaux, Schulthess, Zürich, 1999, 353 pages.
- Angehrn, Thomas et Weibel, Werner: Christlich-islamische Partnerschaften, Pastorale Handreichung der katholischen Kirche in der Schweiz, in Zusammenarbeit mit der Arbeitsgruppe Muslime der SKAF, Lucerne, 1999, 75 pages.
- Angehrn, Thomas et Werner Weibel: Mariages islamo-chrétiens - Guide Pastoral de l'Église catholique en Suisse, édition romande: Alain René Arbez, en collaboration avec le groupe de travail "Musulmans" de la SKAF, Lucerne, Lucerne, 1999, 70 pages.
- Barbara, A.: Mariages sans frontières, Centurion, Paris, 1985, 278 pages.
- Billy, G.: Le Couple mixte, 1986, Carcassonne, chez l'auteur, 17 rue de Lorraine, 11000 Carcassonne.
- CEC & CCEE: Mariages entre chrétiens et musulmans - orientations pour les églises et les chrétiens en Europe, El Kalima, Bruxelles, 27/05/97, 43 pages.
- Commission fédérale des étrangers: Mariages binationaux, 3000 Berne, 1998.
- Commissione federale degli stranieri: Matrimoni misti, 3003 Berna, 1998.
- Couples islamo-chrétien: promesse ou impasse, Editions du Soc, Lausanne, 107 pages.
- Dejeux, J.: Image de l'étrangère - Unions mixtes franco-maghrébines (La Boite à Documents, Paris, 1989, 312 pages.
- Dossier Mariages Islamo-Chrétiens, Accueil-Rencontre N°118 (1988) C.P.M., Paris.
- Eidgenössische Ausländerkommission: Binationale Ehen, 3003 Bern, 1998.
- Guide pastoral des mariages islamo-chrétiens, Centre d'œcuménisme, Montréal, 2001. 106 pages.
- Manaf, Abdelouahed: Problèmes du couple mixte face au droit et à la société, cas franco-marocain, Casablanca, 1990, 215 pages.
- Muller, M.: Couscous pommes frites - Le couple franco-maghrébin d'hier à aujourd'hui, Rebours, Ramsay, Paris, 1987, 255 pages.
- Muslime und schweizerische Rechtsordnung / Les musulmans et l'ordre juridique suisse, Editions universitaires de Fribourg, Fribourg, 2002, 650 pages.

- Musulmans en Suisse, Muslime in der Schweiz, Musulmani in Svizzera, Tangram, no 7, 1999, 126 pages.
- Pastoral guidelines for Muslim-Christian marriages, Center for ecumenism, Montréal, 2001, 106 pages.
- SRI: Dossier: Les mariages Islamo-chrétiens (3^{ème} version).
- Streiff-Fenart, Jocelyne: Les couples franco-maghrébins en France, L'Harmattan, Paris, 1989, 155 pages.